

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



Les relations Chine - Russie : un voisinage encombrant ?

Mémoire de géopolitique

Du Commandant Eric LAVAL

Dans le cadre du séminaire « Russie »

Directrice : Mlle Isabelle FACON

Fondation pour la Recherche Stratégique.

Fiche de présentation

1. Chine – Russie : un voisinage encombrant ?
2. Commandant (terre) Eric LAVAL
3. mars 2001
4. Division D
5. mémoire de géopolitique
6. Depuis 1985 se déroule un processus de réconciliation entre la Russie et la Chine. Il produit des résultats concrets, une baisse de tension importante dans la région. Mais ce processus reste inachevé, incertain. Plus encore, une réflexion à plus longue échéance montre que Chine et Russie sont peut-être, ponctuellement, en accord, mais que les motifs de divergences sont nombreux : la Chine reste, pour la Russie, un encombrant voisin.
7. Chine ; Russie ; Extrême-Orient ; Asie ; Taiwan

<i>Introduction</i>	4
1. <i>Le rapprochement sino-russe, une réussite du processus de réconciliation russe avec l'Asie depuis la fin des années 1980</i>	5
1.1. Un processus constant, une réussite isolée	5
1.1.1. Un processus relativement continu depuis 1986.....	5
1.1.2. Une réussite qui se démarque des échecs russes en Asie-Pacifique	7
1.2. La résolution ou l'apaisement de nombre de points de conflits	8
1.2.1. La fin définitive de la querelle idéologique	8
1.2.2. Un effort important de démilitarisation	10
1.2.3. La définition de frontières enfin résolue.....	11
1.3. La convergence : multiplication des approches communes	13
1.3.1. Une vision commune de l'avenir de l'Asie centrale	13
1.3.2. La commune définition d'un « monde multipolaire »	15
1.3.3. Une volonté chinoise tout autant qu'une volonté russe.	16
2. <i>Cette réconciliation reste fragile, et la Chine pourrait facilement redevenir ce qu'elle fut longtemps, un encombrant voisin</i>	19
2.1. Une relation autrefois dissymétrique, aujourd'hui paritaire	19
2.1.1. Un jeu politique chinois de plus en plus autonome	19
2.1.2. Un rapprochement qui joue sur la sémantique.....	20
2.2. L'échec récurrent d'un rapprochement économique, facteur d'instabilité	22
2.2.1. Russie et Chine ne sont pas parvenus développer des liens économiques pérennes.....	22
2.2.2. L'échec économique souligne l'absence de coordination interne en Russie	25
2.3. Une prospective inquiétante	27
2.3.1. La définition des frontières reste source d'instabilité	27
2.3.2. Un choc démographique prévisible	28
2.3.3. Démilitarisation et vente d'armes : une conjonction dangereuse.....	29
2.3.4. Deux positions internationales divergentes à moyen terme.....	32
Conclusion	36
Cartes et diagrammes	39
Bibliographie	47

Introduction :

Considérée sur un horizon de 150 ans, les relations entre l'espace chinois et l'espace russe ont été en conflit presque permanent. Seule une période de dix ans, de 1949 à 1959, peut être décrite comme une relation de partenariat ou d'amitié ; mais cette relation est dissymétrique. De la seconde moitié du XIX^{ème} siècle jusqu'à la fin du XX^{ème} siècle, elle est toujours à l'avantage de la Russie, plus d'ailleurs parce que l'espace chinois est considérablement affaibli que grâce à une vitalité particulière de l'espace russe.

La réconciliation sino-russe date maintenant d'une quinzaine d'années. Au regard de cette longue confrontation, elle apparaît comme remarquable, à plus d'un titre. Elle est à la fois rapide mais continue, elle aboutit à des résultats concrets, dans des domaines aussi sensibles que le passif idéologique entre les pays, la question des frontières, le face à face des deux armées. De manière plus spectaculaire encore, cette réconciliation souligne les attitudes communes des deux pays, sur la scène régionale comme dans le système de relations internationales. Pour caractériser ce processus, les deux pays se sont accordés sur un terme fort, symbolique : « partenariat stratégique ».

En quinze ans, Russie et Chine ne seraient plus des voisins s'encomrant mutuellement, mais des acteurs renouvelés du jeu international ?

Projetée dans des temps plus longs, la relation entre Russie et Chine fait apparaître encore nombre de points de frictions, d'incertitude, qui nuancent la convergence actuelle. Forces militaires, frontières, mais aussi des facteurs de relations internationales tels que l'économie ou la démographie, menacent à moyen terme la stabilité de la réconciliation. La Chine pourrait alors redevenir pour la Russie, peut-être même de manière plus dérangeante que dans les siècles passés, un encomrant voisin. Cette relation reflète aussi la recherche identitaire de la Russie. « La Russie est une puissance européenne » indique dans son prologue le Nakaz, programme de réforme de Catherine II. Mais le 11 mai 1994, B. Eltsine en visite en Allemagne, déclare « nous nous situons pour partie en Asie, mais nous sommes un pays européen »¹. Poutine enfin souhaite s'inspirer de la « sagesse asiatique ». au-delà des strictes relations entre Russie et Chine, c'est un pays qui s'interroge : la Russie est-elle une puissance européenne qui intervient en Asie ou bien une puissance euro-asiatique ?

¹ Les deux citations sont relevées par HELLER Michel, *la Russie entre Chine et Occident*, Nouveaux mondes (Genève), été 1994.

1. Le rapprochement sino-russe, une réussite du processus de réconciliation russe avec l'Asie depuis la fin des années 1980

1.1. Un processus constant, une réussite isolée

1.1.1. Un processus relativement continu depuis 1986

Ce processus est lancé par M. Gorbatchev, mais a été maintenu par la suite par B. Eltsine. Il a connu des périodes de ralentissement, mais jamais de remises en cause véritable.

Le discours du 28 juillet 1986 de M. Gorbatchev, à Vladivostok, peut être considéré comme fondateur d'une volonté politique de se tourner à nouveau vers l'Asie. Gorbatchev, de manière unilatérale, s'attache à réduire les points de blocages qui entravent la politique soviétique. Il annonce une réduction de troupes en Mongolie, en Afghanistan, et soutient la normalisation des relations sino-vietnamiennes. Le 7 décembre 1988, il décide un retrait unilatéral de 120000 h. Il admet en 1989 le principe de démilitarisation de la frontière, et lance les premières négociations en juin 1990. Les occasions de rencontre se multiplient de manière importante dans la décennie 90, tant au niveau bilatéral que dans un cadre multilatéral.

Boris Eltsine, du reste, ne remet pas en cause cette dynamique. Le 31 janvier 1991, il s'engage en particulier à respecter l'accord préliminaire de 1991 relatifs aux frontières. Les années 1991-92 sont certes orientées vers l'Occident, mais ce choix stratégique ralentit plus qu'il ne stoppe le renouveau d'intérêt russe vers l'Asie. Ainsi, en février 1992, B. Eltsine annonce un retrait unilatéral supplémentaire de 60000 h. Les revers subis dans le choix d'un rapprochement avec les USA, la montée des critiques internes, incitent rapidement Eltsine à minimiser l'option atlantiste. La notion de partenariat, d'abord évoquée vis-à-vis des USA, est proposée au Japon en février 1992. Le même mois, une réunion de démilitarisation réunit la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan.

En novembre 1992, un premier voyage en Corée du Sud est présenté comme la marque du renouveau de l'intérêt de la Russie pour l'Asie. Cette démarche se concrétise par une première visite à Pékin en décembre 1992. B. Eltsine annonce à cette occasion que le développement de relations sino-russes est devenu sa priorité. Dès 1994, la notion de « partenariat » est évoquée dans une lettre adressée au secrétaire général du parti communiste chinois (PCC), Ziang

Zemin, que le ministre des affaires étrangères, Kozyrev, remet en mains propres. Du reste, Kozyrev, fervent partisan de la ligne occidentale, est remplacé en 1994 par E. Primakov, partisan d'une politique de rapprochement avec l'Iran, l'Inde et la Chine. Cette avancée est accompagnée de nombreuses visites à Pékin, en 1994-95. Le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, le chef d'Etat-major des armées, le Général Kolesnikov, puis le président de la Douma, Ivan Rybkin, se succèdent à Pékin.

Le sommet d'avril 1996 apporte un changement sémantique majeur. Ziang Zemin accepte la proposition formelle de B. Eltsine d'établir un « partenariat stratégique » entre les deux pays, basé sur la volonté d'approfondir les liens économiques et politiques, le souhait d'élever le commerce bilatéral à 20 milliards (Mds)\$ pour 2000, la préparation d'un accord de sécurité collective multilatéral, un projet de coordination de leur position respective au conseil de sécurité de l'ONU, la réaffirmation du respect de la souveraineté et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des deux pays, et la promotion d'un nouvel ordre multipolaire.

Dans la même période, les adversaires d'un tel rapprochement se montrent peu actifs. Fin 1997, le vice-premier ministre, A. Tchoubais, ne visite pas la Chine ; la représentation de la Chine comme menace future par le ministre de la défense, Roudionov, sont suivis par une série de démentis officiels.

Le président Poutine marque dans un premier temps un effort vis-à-vis de l'Occident, puis, à compter de juin 2000, se consacre à une série de sommets en Asie, à Douchanbe, Pékin, Pyongyang, Okinawa et Tokyo. La réussite du sommet de Pékin va au-delà des attentes et amène la Chine à évoquer la possibilité d'avancer plus avant dans le partenariat stratégique, et proposent de négocier un traité de coopération et d'amitié pour 2001. Le 26 juillet 2000, Zian Zemin rappelle à Poutine que les propositions pour un traité d'amitié et de coopération dépendent désormais de la Russie. Les marques extérieures d'un partenariat apparaissent encore lorsqu'à l'issue du sommet du G8, le 28 juillet 2000 à Okinawa, le président Poutine informe la Chine des résultats du sommet. De manière plus anecdotique, mais tout aussi symbolique, 2 chinois qui se battaient en Tchétchénie sont remis aux autorités chinoises le 7 septembre 2000.

De Gorbatchev à Poutine, le processus de réconciliation n'est jamais remis en cause. Il est parfois mis en sommeil ou ralenti, jamais stoppé. Pareille constante, venant de trois dirigeants soviétiques puis russes, souligne ce changement stratégique majeur d'un effort d'apaisement russe sur ses frontières asiatiques.

1.1.2. *Une réussite qui se démarque des échecs russes en Asie-Pacifique*

Cette dynamique est d'autant plus remarquable que la politique russe connaît une série de revers dans la région. La politique de rapprochement vers le Japon ne parvient pas à surmonter le blocage du devenir des îles Kouriles. Le renouveau de l'alliance entre Japon et Etats-Unis en avril 1996 est vécu en Russie comme un échec total de leur politique de rapprochement.

La Russie ne parvient pas non plus à se positionner de manière cohérente dans le processus coréen. Elle tente dans un premier temps de se démarquer nettement de la Corée du Nord. En 1992, la Russie dénonce l'article 1 du traité de 1961, qui assurait l'assistance automatique de la Russie à la Corée du Nord en cas de conflit. Lorsque la Corée du Nord suspend, en 1993, sa participation au traité de non prolifération (TNP), la Russie condamne cette position de manière particulièrement sévère, et suspend son assistance nucléaire civile ; en juin 1994, B. Eltsine effectue une visite officielle en Corée du Sud. Coupée de la Corée du Nord, la Russie n'a plus alors les moyens d'influer sur le processus. Kozyrev a beau annoncer que la Corée fait partie de la sphère d'influence russe et proposer un cadre de discussion à 8 en 1994, les discussions comment en octobre 1994 à 4, et s'élargissent à la Chine en 1996.

La Russie est parvenue, difficilement, à intégrer l'APEC (Asian Pacific Economic Cooperation) en 1998, après avoir essuyé un refus en 1993 mais toujours pas de l'ASEM. L'entrée dans l'APEC a constitué en soi une surprise, il est dû en grande partie à un appui chinois. Elle ne parvient pas véritablement à se faire admettre comme pays asiatique², elle projette à l'inverse une image trouble, en conservant des forces militaires disproportionnées dans la zone et en augmentant les risques de déstabilisation régionale par ses ventes d'armes. La Russie ne parvient pas à dégager de doctrine asiatique cohérente, et raisonne toujours en termes de lutte d'influence face aux positions américaines ou chinoises³. L'absence de prise en compte par la Russie de la réalité régionale est flagrante lors de la crise économique de 1997. Alors que la crise prend de l'ampleur, par trois fois, les autorités russes expriment leur conviction que tant l'Indonésie que la Thaïlande poursuivront leurs achat d'armement⁴.

Ainsi, pour l'ensemble de la région, alors que des intérêts mutuels pouvaient se dégager, il

² BRAITHWAITE Rodric, *La Russie, pays européen*, Politique étrangère, 2/1999

³ CHESSUM Stephen, *Russia and Northeast Asia in the Post Cold war period*, Coming together of falling apart : regionalism in the former Soviet Union, Mc FARLANE Neil ed., Kingston (Ontario), 1997.

⁴ UMBACH Franck, *Financial crisis slows but fails to halt East Asian arms race*, Jane's intelligence review, Août 1998.

semble s'être établi un schéma de désintérêt mutuel⁵. La Russie ne parvient pas à s'implanter dans cette région car la dynamique régionale repose d'abord sur l'économie avant d'être économique ou stratégique. C'est précisément parce que la Russie ne représente pas de force économique, ni même, contrairement à la Chine, de potentialité économique, que l'échec régional est patent⁶.

Le processus chinois, à la lumière de ces échecs, n'en est que plus important pour la Russie. Il constitue l'un des rares succès d'une diplomatie russe malmenée dans les autres aires géographiques. Le maintien d'un lien privilégié avec l'Inde, des rapports apaisés avec la Chine permettent alors de présenter une « politique asiatique » qui ne lie pas totalement la Russie à l'Occident. La normalisation sino-russe et ses résultats concrets sont donc, au niveau diplomatique, d'une importance majeure.

1.2. La résolution ou l'apaisement de nombre de points de conflits

1.2.1. La fin définitive de la querelle idéologique

La querelle idéologique était profonde, d'autant plus qu'elle n'était pas une fatalité. L'enthousiasme chinois, la « russification » de leur mode de gouvernement est avéré⁷ dans la décennie 1949-1959. 13000 ouvrages spécialisés sont ainsi imprimés en 230 millions d'exemplaires ; la constitution chinoise reprend, parfois jusqu'aux détails, la constitution russe. De 1950 à 1956, il y a donc un authentique partenariat sino-russe. Cependant, à l'enthousiasme chinois, répond une position russe ambiguë, condescendante⁸.

Cette querelle n'est pas uniquement le résultat d'une incompréhension chinoise quant à la dénonciation des pratiques staliniennes par le rapport du XX^{ème} congrès du PCUS. La divergence de vues avec Moscou est profonde sur bien des points. Pékin ressent difficilement le « chauvinisme grand-russe » des relations de Moscou avec les pays du bloc communiste, au nom de l'unité du dogme et, partant, de l'unité du camp socialiste. Pékin ne conteste pas la nécessité d'une seule voie socialiste, et réagit en conséquence face aux évolutions de la Hongrie et de la Yougoslavie. Mais son attitude est beaucoup plus compréhensive face à la

⁵ BLANK Stephen, *is there a future for Russian relations with southeast Asia*, Spring, été 1999.

⁶ Cf Annexe B, faible implantation russe dans les organisations asiatiques.

⁷ GUILLAIN Robert, *Dans trente ans la Chine*, Paris, 1963.

⁸ ELLENSTEIN Jean, *Staline*, Paris, 1984. Cette ambiguïté apparaît p. 532 et suivantes.

Pologne de Gomulka, qui vise à aménager sa marge de manœuvre plutôt qu'à critiquer de front l'URSS.

C'est surtout une vision du monde différente qui est au cœur de la querelle. La coexistence pacifique est théorisée comme une absence de crise qui joue en faveur du bloc communiste, car, de façon déterministe, le bloc de l'Est connaît une ascension supérieure à l'Occident. Le vol du spoutnik, en 1957, semble confirmer aux yeux des Soviétiques cette avancée et ce début de supériorité. La Chine, elle, prône une vision volontariste des relations internationales. A la contradiction entre communistes et capitaliste a succédé, pour Mao, la contradiction entre communistes et colonialistes. Certes, « le vent d'Est l'emporte sur le vent d'Ouest », mais il doit être accompagné d'une guerre révolutionnaire. Dans cette optique, la Chine est prête à un condominium sino-russe du monde communiste, apportant son étendue et surtout sa ressource en population⁹.

Une seule fois, lorsque l'Ambassadeur Malik est absent de son siège du conseil de sécurité de l'ONU pour protester contre le maintien de Taiwan et la non-reconnaissance de la République Populaire de Chine par l'ONU, l'URSS confond solidarité communiste et relations internationales. Lorsque les forces chinoises, en 1958, bombardent les îlots de Quemoy et Matsu, le soutien soviétique est faible ; les communiqués font la subtile différence entre le peuple soviétique, compréhensif, et le PCUS. Plus encore, la position ferme de l'URSS lors du conflit sino-indien de 1959 impressionne fortement les dirigeants chinois¹⁰. Sur le plan nucléaire, Le traité accordant aux Chinois l'aide technique pour aboutir à l'arme atomique, signé en 1957, est dénoncé en 1959. La signature par l'URSS du partial Test Ban Treaty, le 23 juillet 1963, est dénoncé, le 4 août 1963, comme une alliance entre les Etats-Unis et l'URSS.

La querelle idéologique comprend également un aspect purement doctrinal, qui n'est pas développé ici¹¹. Cet aspect disparaît totalement dans les années 1980, il n'a plus qu'un intérêt historique à partir du moment où l'URSS, puis la Russie, délaisse la référence marxiste-léniniste. Mais le caractère plus profond de la querelle, marqué par une impression d'arrogance russe et de difficulté pour la Chine à trouver sa place dans le concert des nations, reste encore vivace dans les années 1980. La Chine, en se rapprochant des USA, permet l'approche d'une relation moins passionnelle vis-à-vis de son voisin¹². La politique particulièrement volontariste de M. Gorbatchev permet d'effacer définitivement cette querelle.

⁹ FEJTO François, *Chine-URSS, de l'alliance au conflit*, Paris, 1978. Le terme de condominium apparaît p. 54 et 57.

¹⁰ FEJTO François, op cit.

¹¹ voir en particulier la thèse du doyen BETTATI Mario, *Le conflit sino-soviétique*, Paris, 1971 (2 volumes) ; LEVESQUE J., *Le conflit sino-soviétique*, Paris, 1979.

1.2.2. *Un effort important de démilitarisation*

La tension idéologique s'était transformée en affrontements armés. La zone frontière avec la Chine apparaissait donc comme un deuxième front à part entière. Là encore, la tension ne pouvait diminuer que par un geste unilatéral. La réduction de forces de 120000 hommes décidée par M. Gorbatchev en décembre 1988, permet de créer les premières conditions favorables, en parallèle du désengagement des forces soviétiques en Afghanistan. Les forces restent considérables. En 1989, elles sont estimées côté russe à 3 divisions blindées, 21 divisions d'infanterie, ce qui représentait une force de 325000 hommes, 4500 chars et 870 avions, ainsi que 24 sous-marins lanceurs d'engins, 2 porte-avions, 11 croiseurs et 56 frégates¹³. Une première rencontre sino-russe a lieu en novembre 1989, qui débouche sur un accord préliminaire le 24 avril 1990. Cet accord dégage les bases de la négociation future, les principes d'une démilitarisation et de retrait asymétrique. En février 1992, le Tadjikistan, le Kazakhstan, le Kirghizstan se joignent aux négociations. Boris Eltsine poursuit la politique initiée par Gorbatchev, en annonçant une baisse unilatérale supplémentaire de 60000 hommes. Cette annonce ne se traduit pas cependant sur le terrain avant fin 1994¹⁴.

Dès Décembre 1992, il se dégage un accord de principe pour retirer sur une bande de 100 km de part et d'autre de la frontière les forces offensives. La déclaration sino-russe promet également de conserver les forces à un bas niveau et d'annoncer les exercices majeurs. Si, en septembre 1993, les négociations semblent bien avancées, elles ne parviennent pourtant pas à déboucher sur un accord concret. De manière extrêmement pragmatique, qui illustre la volonté des parties de parvenir à un accord, des propositions intermédiaires sont adoptées. Les négociations sont divisées en étude de mesures de confiance, et en négociation de désarmement proprement dit. Un système de gestion de la frontière sino-russe est instauré en mai 1994 ; en juillet 1994, un accord est signé pour gérer les incidents militaires. Le 3 septembre 1994, une déclaration commune très symbolique est adoptée, qui se prononce pour une non-utilisation en premier des armes nucléaires et le « dépointage » des missiles.

Le 26 avril 1996, un accord , « Shanghai 5 », concrétise des mesures de confiance. « Shanghai 5 » interdit les exercices de plus de 40000 hommes, rend des observateurs obligatoires pour plus de 35000 hommes, et limite les exercices de plus de 25000 hommes à un seul par an.

Enfin, un deuxième accord est signé le 24 avril 1997, où chaque partie s'engage à réduire ses forces aux strictes nécessités de sa défense, instaure un plafond pour les forces terrestres,

¹² TATU Michel, *Le triangle Moscou-Washington-Pékin et les deux Europe*, Paris, 1972.

¹³ Chiffres cités par ANDERSON Jennifer, *the limits of Sino –Russian strategic partnership*, Adelphi papers, IISS, 1997.

l'aviation à courte portée et la DCA déployés dans la zone des 100 km. Cet accord, qui peut apparaître comme courant en Europe, est totalement inédit dans la zone asiatique. Vladimir Lukin, président du comité des affaires internationales de la Douma, présente cette signature comme la plus importante victoire russe depuis des années dans le champ diplomatique¹⁵. Ces accords n'incluent cependant pas les « forces stratégiques », et représentent un équilibre délicat.

Les résultats apparaissent vites, puisque, en 1997, il n'y a plus de divisions blindées, ni de porte-avions. Les divisions d'infanterie sont tombées à 21, les sous-marins à 14, les croiseurs à 4 et les frégates à 34. Plus encore, dès 1996, des participations conjointes à des exercices sont organisées, à l'initiative de l'amiral Gromov, commandant la flotte du Pacifique. Ces participations deviennent régulières. Des accords sont conclus en 1999, en matière de coopération et d'entraînement. De même, le processus de Shanghai perdure, devient un rendez-vous annuel. Le 4 juillet 2000, à Douchanbe, il devient le « Shanghai forum » et accueille un sixième membre, l'Ouzbékistan. Le processus de démilitarisation est donc une réussite incontestable.

La réduction effective des forces, la création d'espaces de dialogue, aussi bien au plus haut niveau que par des entraînements conjoints, a diminué très fortement la tension de la zone, et a lancé le premier accord de sécurité asiatique.

1.2.3. La définition de frontières enfin résolue.

L'apaisement de la querelle des frontières représente le cœur de la normalisation sino-russe. Elle justifiait une part de la querelle idéologique, le maintien de forces armées à un niveau important, et créait une incertitude permanente dans les relations bi-latérales.

Cette querelle repose sur des bases géographiques considérablement plus étendues que les Kouriles, qui bloquent pourtant une normalisation similaire avec le Japon.

De 1648 à 1881, voire 1924, le choc entre les empires russes et chinois se traduit systématiquement par des traités en défaveur de la Chine. Trois zones passent progressivement sous contrôle ou influence russe. Le littoral Pacifique et les territoires à l'Ouest du fleuve Amour basculent avec les traités de Nerchinsk (1689), de Kiakha (1727), d'Aigoun (1858) et de Pékin (1860). Ces deux derniers traités organisent le transfert au total

¹⁴ PINEYE Daniel, *l'isolement de la Russie dans l'Asie-pacifique*, Economie Internationale (revue du CEPII), n°54, 1^{er} trimestre 1994.

de 506 000 km². Une vaste zone en Asie centrale, centrée autour du lac Balkhach et du fleuve Lli, géographiquement continu au Xinjiang, bascule à la Russie avec les traités de Livadia (1879) et Saint-Pétersbourg (1881). Enfin, la Russie soviétique soutient l'indépendance, en 1921, de la Mongolie extérieure, soit 971 000 km² qui basculent sous son influence¹⁶. En 1924, la jeune URSS décide d'annuler tous les accords impériaux, mais cette politique déclaratoire ne débouche sur aucune action concrète. A la fin de la seconde guerre mondiale, l'URSS cherche clairement à poursuivre sa politique d'expansion ou de prise de gages. Il est important de souligner qu'aucun de ces territoires « occupés » n'est ethniquement peuplé de Hans. Ce sont bien des parts d'empires continentaux qui changent de maître¹⁷.

Ce sont les frontières qui servent de prétextes aux engagements militaires sur la frontière en 1969. Dès le mois de mars, les accrochages sur l'Oussouri, pour prendre ou défendre l'île Damanski / Tchen Pao font un millier de tués ou blessés. Les incidents se poursuivent tout au long du printemps puis de l'été 1969. La tension culmine en septembre 1969, lorsque le 18 septembre, un diplomate russe évoque à Washington la possibilité d'attaquer les installations nucléaires chinoises ; le 28, la Pravda dénonce le « péril chinois ». Dès le 20 octobre 1969, des négociations débutent, mais conviennent seulement d'un statu quo¹⁸.

Ces incidents de 1969 montrent que les Chinois ont été intimidés par la volonté russe, considérée comme dangereuse après l'intervention européenne en 1968. Ils en retirent ce qu'Enver Hojda qualifie une « obsession », la certitude que les Soviétiques les agresseront un jour¹⁹. De nouveaux incidents éclatent d'ailleurs en 1979 à Tersadi, à la frontière du Kazakhstan.

Là encore, c'est M. Gorbatchev qui relance le processus de négociation, en acceptant les principes coutumiers de délimitation des frontières comme base de négociation. Un premier accord est signé assez vite, le 16 mai 1991. Il est ratifié le 13 mai 1992, et les instruments de ratifications sont échangés le 16 mai 1992. Un deuxième traité le complète sur l'Ouest de la frontière sino-russe, le 3 septembre 1994. Là encore, comme pour les négociations sur les forces armées, le pragmatisme prévaut, et la volonté d'aboutir conduit à éluder les points de blocage. Ainsi, il reste 9 zones, représentant 200 km linéaires, qui sont exclues des accords et restent à négocier, mais qui permettent ainsi de valider la démarcation des 4000 km de frontières restant. En avril 1997, la controverse sur les frontières est « officiellement » close

¹⁵ ANDERSON Jennifer, op cit.

¹⁶ Cf Annexe C, extension de l'empire chinois , gains de l'empire russe (carte).

¹⁷ PAINE S.C.M., *Imperial rivals : China, Russia and their disputed frontier*, New York, 1996.

¹⁸ FONTAINE André, *Histoire de la détente*, Paris, Fayard, 1982, chap. VII.

¹⁹ HOJDA Enver, *Réflexions sur la Chine*, T.1, Tirana, 1979, ed. 8-Nentöri , p. 500

par une déclaration commune lors d'un sommet sino-soviétique. Cette attitude est plus déclaratoire que réelle. Aucun détail ne vient étayer le communiqué. Lors de la visite de M. Poutine, en juillet 2000 à Pékin, le sujet n'apparaît pas à l'ordre du jour.

Si le caractère partiel de cet accord crée une incertitude forte, il n'en demeure pas moins que deux accords encadrent désormais la controverse des frontières, et stabilisent sur le court terme l'ensemble de la frontière.

1.3. La convergence : multiplication des approches communes

1.3.1. Une vision commune de l'avenir de l'Asie centrale

Les deux pays sont en pleine restructuration et cherchent à stabiliser leurs frontières, et partagent la même inquiétude sur l'évolution des musulmans en Asie Centrale. L'histoire est pourtant source ici de tensions entre les deux pays

Traditionnellement, les peuples de cette région sont tournés vers la Russie qui les soutient contre la Chine. La Russie, de plus, ne veut pas perdre des positions géopolitiques obtenues au fil des siècles, et insiste sur la protection des Russes de souche²⁰. Cette position géographique lui permettait d'exercer une pression sur la Chine du Nord, en massant des forces militaires le long cette frontière et en Mongolie, c'est-à-dire à distance de frappe de Pékin. La Russie encourageait aussi les mouvements séparatistes du Xinjiang en garantissant des privilèges aux Ouïgours. Cette politique était facilitée par la complexité ethnique de la région, qui ne se superpose pas aux frontières politiques. 1,1 millions de Kazakhs, 375000 Kirghizes résident au Xinjiang. L'ethnie Ouïghour se partage entre Xinjiang, où elle représente 49% de la population, soit 7,2 Millions, et le Kazakhstan et le Kirghizstan, où résident 266000 Ouïgours.

La Chine, quant à elle, réclamait une rectification des frontières avec le Kazakhstan et le Kirghizstan, et 33 000 km² du Tadjikistan. Elle aide de plus le Pakistan et aidait indirectement les résistants afghans.

L'effondrement de Moscou change cette orientation. A compter de 1991, des gouvernements inexpérimentés accèdent au pouvoir, ce qui engendre un risque considérable de crise. De plus, la confrontation sino-soviétique a forgé une conscience nationale dans la région.

²⁰ Khireev, *partenariat stratégique et frontière stable*, Far eastern affairs, n° 4, 1997.

L'effondrement soviétique et la montée des indépendances favorise la montée des revendications bouddhiste et islamiste en Chine. La Chine s'inquiète particulièrement de l'effondrement de l'Etat Tadjik en 1992 et des trafics provenant d'Afghanistan et du Pakistan, ainsi que du renouveau des combats en Afghanistan.

Cette situation a abouti à un accord a minima entre Chine et Russie en faveur d'une stabilité régionale, qui avantage les deux parties. Les anciennes manœuvres de déstabilisation ne sont plus de mise. Dès 1992, la Russie retire ses troupes de Mongolie mais mène une politique économique assez agressive, dont la cible est tant la Chine que la Turquie.

La Chine répond à cette situation par des investissements, en revalorisant l'antique route de la soie. Un comité d'investissement sino-kazakh est créé, un accord est signé sur les transports fin 1996 entre Chine, Kazakhstan, Kirghizstan. Cette politique chinoise ne doit pourtant pas être surestimée. Le commerce entre la Chine et le Kazakhstan était de 497 M\$ en 1996, à comparer aux 5,1 Mds\$ avec la Russie. Plus encore, la Chine veille à restreindre ses investissements à proximité de la frontière, elle informe toujours la Russie de ses projets. La Chine n'a à ce jour ni les moyens ni la volonté de concurrencer la Russie dans la région. Les Etats d'Asie centrale sont membres de la CEI, depuis l'accord de Tachkent de 1992.

En 1994, la Chine a obtenu des promesses de stabilité et une limitation des activités ouighours transfrontalières. Elle reconnaît en même temps à la Russie une sphère d'influence et demande aux pays d'Asie Centrale de « respecter les intérêts spéciaux de la Russie »²¹.

Plus encore, la Russie a appelé à un rapprochement avec l'Inde, dans un but à la fois anti-musulman et anti-hégémonique²².

Il y a donc une volonté de maintenir les positions respectives. La Chine a bloqué les tentatives de la Mongolie de développer un partenariat avec Taiwan. Cependant, en 1994, la Chine n'a pu empêcher la visite du Dalai lama à Oulan-Bator en 1994, non plus que le jumelage entre Taipei et Oulan-Bator au début de 1997. De même, l'augmentation de la répression contre les Ouighours aux Xinjiang a entraîné des critiques en Asie centrale, et renforcé l'hésitation croissante des Etats à contraindre localement cette ethnie.

La stabilité est un but commun à la Chine et à la Russie. Mais leurs intérêts communs ne conduit pas ici à une coopération ou à un partenariat. Les intérêts russes sont plus importants. L'Asie Centrale en elle-même est plus favorable à la stabilité qu'à l'inconnu que représentent

²¹ ANDERSON Jennifer, *ibid.*

²² Ce souhait de rapprochement triangulaire est qualifié de « triangle du désir » par ANDERSON John, *The international politics of central Asia*, Manchester, 1997.

la démocratie, les relations avec l'occident, le pan-turquisme ou le pan-islamisme, et il reste la peur des réactions des deux « géants » de la région.

1.3.2. *La commune définition d'un « monde multipolaire »*

L'apaisement des points de friction les plus délicats, comme les frontières ou la tension militaire, a permis finalement aux deux pays de mettre en valeur les points communs qui existaient entre eux. De plus, la Russie ne constitue plus pour les stratèges chinois qu'une menace secondaire, voire résiduelle²³.

En même temps, il existe deux courants convergents en Chine et Russie pour considérer le monde des années 1990-2000 comme plus dangereux pour leur pays. L'intervention occidentale au Kosovo, les références croissantes aux droits de l'Homme provoquent une logique négative de consensus sino-chinois²⁴. Les USA constituent la « menace commune » qui est le socle de cette convergence. L'analyse de la situation est commune sur l'OTAN, le traité ABM, le rôle de l'ONU, l'opposition à une trop forte suprématie américaine.

Les relations internationales selon le prisme sino-russe sont alors présentées une idéologie alternative, qui insiste sur la souveraineté, l'indépendance, la multipolarité.

Le « monde multipolaire » sino-russe peut être défini comme un où les valeurs fondamentales de la Charte des Nations Unies sont réaffirmées, c'est-à-dire la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et la souveraineté. Le concept commun va au-delà du refus des ingérences. Il exprime aussi la volonté pragmatique de relations internationales sous l'égide de grandes puissances, qui accordent peu d'intérêts aux petits pays. La multipolarité sino-russe s'inscrit donc dans une logique de concert plus que de stricte application du principe de non-ingérence. Ainsi, tant pour les Russes que pour les Chinois, toute opération sur le territoire d'un autre pays, qu'il s'agisse de maintien, de conservation, d'imposition de la paix, doit être nécessairement avalisée au conseil de sécurité de l'ONU. Cela reflète craintes potentielles de la Chine à propos du Tibet ou du Xinjiang et de la Russie face aux crises dans l'ex-URSS ou en Tchétchénie. En corollaire, condamnation de toute tentative qui pourrait déstabiliser ce concept est condamné, qu'il s'agisse de l'« hégémonisme » américain, du Missile de théâtre américain (TMD), ou des droits de l'Homme.

²³ KOSINSKI Françoise, *la vision chinoise des relations sino-soviétiques*, les nouveaux mondes, automne 1993.

²⁴ NIQUET Valérie, *Chine-Russie : quel partenariat stratégique ?*, la revue internationale et stratégique, n°38, été 2000.

Cette conceptualisation pose les deux pays en égaux face aux USA. Ils tentent de donner l'image forte de deux ennemis qui ont renoncé à l'action militaire et qui ont signé des traités de désarmement, des mesures de confiance, de développement économique avec la volonté de servir de modèle pour une sécurité collective en Asie, dans le respect de chacun, sans polémique idéologique²⁵.

Ce concept commun comprend certes une partie purement déclaratoire, mais donne également lieu à des actions concrètes. Ainsi les positions des deux représentants au conseil de Sécurité des Nations Unies ont été coordonnées pour les débats et décisions concernant la Corée du Nord, en 1994, ou l'Irak. La Russie s'est opposée à la mise en accusation de la Chine devant la commission des Droits de l'Homme des Nations Unies à Genève en 1995.

Ce refus commun d'une ingérence quelconque peut prendre des voies plus médiatiques. La Chine a par exemple publié un sondage faisant ressortir que 88% des Chinois considèrent les Tchétchènes comme des terroristes, 88,4% dénoncent les ingérences occidentales et 76% soutiennent l'action militaire de la Russie²⁶.

Cette communauté de vue reste très pragmatique, ce qui renforce sa stabilité. Elle rejette l'idée d'une d'alliance, voire même d'une fédération des pays partageant leur point de vue. Ce concept ne doit pas déboucher sur un parti anti-hégémonique ni déboucher sur des visées hégémoniques en soi.

Cependant, cette attitude commune n'est pas une ligne intangible. En 1995, la Chine soutient l'intégrité de l'Ukraine face à la Russie lors du problème de souveraineté de la Crimée. Le principe de souveraineté apparaissait ici plus important pour la Chine que la coordination avec la Russie. En 1996, à l'inverse, la Chine refuse toute implication du Conseil de Sécurité dans les négociations sur les Corées, alors que la Russie n'y était pas opposée.

1.3.3. Une volonté chinoise tout autant qu'une volonté russe.

La réconciliation sino-russe a donc produit des effets concrets tout a fait significatifs. Plus de 100 accords ont été signés, dont des mesures de confiance et de sécurité. Ces effets ne sont pas dus exclusivement à une volonté russe, constante sur la période, qui finirait par aboutir. Cette volonté existe, affirmée ou au moins non reniée ; mais elle a profité aussi de la

²⁵ IVANOV Igor, *la Russie et l'Asie-Pacifique*, Politique étrangère, été 1999.

conjonction heureuse de la volonté de rapprochement de la part de la Chine, qui ne peut plus maintenir son isolement²⁷. La victoire de la coalition menée par les Etats-Unis, en 1990-1991 souligne aux yeux de Pékin à la fois son isolement et ses capacités militaires réduites, et sa crainte de voir les Etats-Unis mener une politique de contrainte envers la Chine. L'action de l'OTAN au Kosovo²⁸, en 1999, ne fait que confirmer l'évolution dangereuse des relations internationales vu par Pékin.

Ces évolutions soulignent l'isolement prononcé de la Chine à la suite de la répression de Tien An Men en 1989, qui ont de plus fragilisé le régime en interne²⁹. Cet isolement se traduit par un embargo sur les armes à destination de la Chine. Dans le même temps, la Chine fait face à un développement de l'activisme ethnique, au Tibet, au Xinjiang et en Mongolie intérieure, ce qui occasionne un besoin d'armes. Cette évolution conduit la Chine à rechercher, dès septembre 1992, de meilleures relations avec le Japon, la Russie, la Corée du Sud, et d'une manière générale, les pays avoisinant ses frontières. Cette réflexion évolue dans un sens favorable à la Russie en 1993 dans le cadre d'une démarche anti-hégémonique visant les Etats-Unis.

Vers la mi-1994, la vue spécifique de Deng Xiao Ping est délaissée, au profit d'une notion de « bons voisinages » avec la Russie, pour contrer les sanctions sur les armes et les produits de haute technologie. Le déclin de Deng correspond d'ailleurs à la mise en place de hauts responsables qui ont été formés par l'URSS. Zian Zemin a été formé à l'usine modèle de robotique « Staline » à Moscou, Liu Shaoshing est ancien élève de l'académie navale de Leningrad, Li Peng est diplômé de l'institut d'Etat de Moscou.

Il est important de constater que c'est une démarche chinoise qui avalise le partenariat sino-soviétique. Fin mai 1994, Zian Zemin informe Tchernomyrdine de la volonté chinoise d'atteindre un nouveau niveau de relations entre les deux pays. Un sommet présidentiel, en septembre 1994, abouti à une déclaration conjointe soulignant un « partenariat constructif ». Cette nouvelle phase correspond à une baisse des relations avec les USA et le Japon et à de nouvelles séries de tensions armées dans le détroit de Taiwan en mars 1996, qui culminent avec les élections taiwanaises.

²⁶ Social survey institute of China, 24 Décembre 1999. Cité par NIQUET Valérie, *Chine-Russie : quel partenariat stratégique ?*, la revue internationale et stratégique, n°38, été 2000.

²⁷ Cf Annexe D : la Chine et ses conflits de voisinage (carte).

²⁸ TSYGANOV Yuri, *the kosovo war, a new impetus for a Sino – Russian relation*, www.cerc.unimelb.edu.au, mai 1999.

²⁹ Le Monde du 10/01/2001 publiait des documents sur la crise de 1989, et montrait l'existence de courants depuis dix au sein de l'appareil chinois. Le pouvoir chinois a donc des fragilités internes, soulignées à la fois par le contenu des documents et le fait que ces documents aient été rendus accessibles.

Le renouveau du traité de sécurité entre Etats-Unis et Japon en Avril 1996 aboutit à une étude interne chinoise qui conclut alors non seulement à l'impossibilité, à court terme, d'un partenariat avec les USA, mais en plus à la possibilité d'une guerre limitée. Dans le même temps, ces analystes estiment que la Russie connaît les mêmes difficultés, bien que la nécessité de bons rapports avec l'occident pour l'économie russe soit considérée comme une nécessité à long terme. L'hégémonie américaine débouche nécessairement sur la limitation de la sphère russe. Plus encore, la Chine craint qu'un affaiblissement prolongé de la Russie ne menace ses propres régions frontalières par son instabilité.

La réconciliation sino-russe est donc à la fois une réalité et une avancée conceptuelle. Les deux pays ont évolué chacun de leur côté, et sont parvenus, dans un laps de temps étonnamment court, une quinzaine d'années, à élaborer les bases de leur rapprochement. Cette évolution commune, favorisée par un contexte international qui tendait à rapprocher les positions des deux pays face aux mêmes inquiétudes, pouvait s'en tenir à une simple mise en commun des accords entre les deux pays. Le point remarquable de ce rapprochement est bien la volonté forte de résoudre et d'apaiser nombre de points de tensions. Forces militaires, frontières, passé idéologique : pareils points de négociations étaient inédits en Asie, ont prouvé en Europe leur difficulté à aboutir. Cette réconciliation peut alors être considérée comme un événement majeur, pour la région mais aussi dans un contexte plus global.

Pour spectaculaire qu'elle soit, cette réconciliation frappe par la rapidité de sa mise en œuvre. Cette rapidité doit être mise en regard des « temps longs » qui ont marqué les relations entre Russie et Chine. La stabilité, la pérennité de cette réconciliation incontestable sont-elles assurées ?

2. Cette réconciliation reste fragile, et la Chine pourrait facilement redevenir ce qu'elle fut longtemps, un encombrant voisin.

2.1. Une relation autrefois dissymétrique, aujourd'hui paritaire

2.1.1. Un jeu politique chinois de plus en plus autonome

La confrontation entre les deux empires a toujours tourné au désavantage de la Chine. Le renouveau chinois est une donnée neuve, qui conduit à une situation totalement inédite, une relation sino-russe non plus dissymétrique mais pratiquement paritaire. Le jeu politique chinois devient de ce fait de plus en plus autonome, et risque à moyen terme de heurter les aspirations russes dans la région.

La Chine avait mené une politique extérieure de peu d'intensité, si ce n'était, au plus fort de la confrontation sino-soviétique, pour promouvoir sa ligne communiste. Cette politique, sans autre ligne que d'être anti-soviétique, n'avait connu que des échecs pathétiques³⁰. La révolution culturelle, par ses incohérences, avait érodé un peu plus la fragile diplomatie chinoise³¹.*

La chute de l'URSS enlève à la Chine une contrainte, lui permet d'étendre son influence vers le Sud-Est asiatique. De puissance intérieure, la Chine évolue vers un rôle régional grandissant sur ses franges maritimes. La politique chinoise reste attachée aux « cinq principes de coexistence pacifique », datant des années 1950, qui soulignent les notions de souveraineté, de non-ingérence et l'importance des frontières historiques chinoises pour la diplomatie de la Chine.

L'éviction de la Russie du processus coréen témoigne de ce jeu politique. La proposition russe d'une conférence à huit a été rejetée, au profit d'un accord bilatéral avec les Etats-Unis dès octobre 1994 puis de discussions à quatre, ... avec la Chine à compter de 1996. Du coup, les Corées n'apparaissent pas dans le communiqué conjoint du sommet d'avril 1996 ou celui de 1997. Déjà, le soutien de la Chine aux positions russes en Asie du Sud-Est est très formelle et n'a pas eu d'effets concrets. Cependant, la Chine a fait valoir, par une sorte d'arrogance à revers, que l'entrée de la Russie dans l'APEC était due en partie à leur soutien.

³⁰ BETTATI Mario, op cit. tome II. On peut citer le soutien au PC indonésien jusqu'en 1965, écrasé par un coup d'Etat, ou Cuba qui finalement choisit son camp.

La Chine a développé son assise régionale et mondiale. Elle s'est signalée par une stabilité remarquable dans la crise économique de 1997. Au plus fort de la crise monétaire asiatique, elle ne dévalue aucune de ses deux monnaies officielles, yuan ou dollar de Hongkong, ce qui va à l'encontre de son intérêt au sens strict. La Chine en profite même pour faire un versement remarqué de 1,5 Mds\$ au FMI³². Ce sens des responsabilités international trouve son aboutissement dans l'accord commercial le 15 novembre 1999 avec les USA, le 19 mai 2000 avec l'UE sur son intégration à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La Chine semble réussir son intégration, tant régionale que mondiale, en conservant ses particularités.

Cela fait ressortir en comparaison les insuffisances russes, son économie qui a subi de plein fouet les crises de 1994 et d'Août 1998, son incapacité à rentrer dans un processus économique, en particulier en Asie. Son action reste axée sur le politique et la projection de puissance, sans réussir d'actions concrètes. La concurrence entre les deux puissances penche désormais en faveur de la Chine. En janvier 2001, la Russie, qui avait déjà fait défaut en 1998 sur sa dette intérieure, se voit obligée de renégocier un accord de rééchelonnement de sa dette extérieure, en particulier des échéances 2001 du FMI, 2,6 Mds\$ et club de Paris, 3,4 Mds\$. Le gouvernement russe a fait savoir le 5 janvier indiqué qu'il ne procéderait pas au remboursement de 1,5 Mds\$ prévu au premier semestre³³. Le contraste est saisissant avec la Chine qui poursuit ses négociations d'admission à l'OMC, qui étend sa participation au jeu international, aussi bien en signant la charte des droits économiques et sociaux, qu'en organisant, en marge du sommet de l'ONU, en 2000, une réunion des « grands ».

Cette différence de posture crée à terme une dissymétrie tout à fait nouvelle, inquiétante pour la Russie, que la diplomatie russe veut aujourd'hui ignorer en évoquant le « partenariat stratégique ».

2.1.2. *Un rapprochement qui joue sur la sémantique*

La notion de partenariat stratégique ne doit pourtant pas abuser. Tant la Russie que la Chine en donnent une définition à la fois différente mais aussi au contenu stratégique assez faible.

Il correspond à un concept russe de grande orientation de sa diplomatie. Sa définition, selon

³¹ CHI HSI HU, *révolution culturelle et conflit sino-soviétique*, revue française de sciences politiques, 1971.

³² DOMENACH Jean Luc, *l'Asie en danger*, Paris, 1998.

³³ BONNET François, *La Russie rechigne à rembourser sa dette au club de Paris*, LE MONDE, 7-8 janvier 2001.

l'analyste russe Serguei Kortunov, est de « rendre possible la coordination, la réconciliation et la définition de politiques communes dans le respect de pays tiers [...] incluant le contrôle des armements, la non-prolifération et la prévention d'une guerre nucléaire »³⁴. L'objectif d'un partenariat stratégique est alors de s'impliquer dans une action politique et stratégique pour contribuer à la sécurité du monde issu de la guerre froide.

Cette notion n'est d'ailleurs pas propre au processus sino-russe. Ce concept est d'abord employé dans le sens d'une politique de rapprochement avec les Etats-Unis. Puis, en février 1992, ce concept est proposé par Eltsine au Japon. Le terme est employé également pour qualifier les propositions faites à l'Iran et à l'Inde. Ce n'est qu'en janvier 1994 qu'est évoquée la notion de partenariat avec la Chine, dans une lettre adressée au secrétaire général du PC Chinois, Jiang Zemin. Cette lettre est transmise par le ministre des affaires étrangères Kozirev.

L'approche chinoise est, pour sa part, pragmatique et volontairement limitée ; une extension irait au-delà de la tendance de la politique extérieure chinoise. L'approche est toujours prudente. Les éléments du partenariat sont toujours replacés dans une vision à moyen et long terme. Dans ce cadre, le renouveau sino-soviétique ne peut en aucun cas parvenir jusqu'à une alliance à l'instar des années 50. C'est le sens du refus premier de Pékin d'élever un communiqué commun de non-agression au rang de traité en décembre 1992. Ainsi, la notion de « bon voisinage » entre les deux pays suit plus la position chinoise que la volonté russe.

La proposition de « partenariat stratégique » heurte donc la ligne première définie par Deng Xiao-Ping. En avril 1994, Lors d'une réunion du comité permanent du politburo du PCC, Deng aurait déconseillé cette avancée, estimant de toute manière peu probable un conflit avec la Russie³⁵. Pourtant Zian Zemin s'accorde en vingt-quatre heures sur le terme de « partenariat stratégique », sans chercher le consensus d'autres dirigeants chinois : ce fait est si exceptionnel qu'il montre, a contrario, que cette avancée est plus sémantique que politique pour le dirigeant chinois. Il continue à définir le partenariat comme « la conduite de relations bilatérales de manière stratégique tournée vers le XXI^{ème} siècle ». Cette définition est également la définition chinoise apportée à ses relations avec le Japon, et au lien souhaité avec les Etats-Unis en octobre 1997.

³⁴ Cité par ANDERSON Jennifer, op. cit.

³⁵ ANDERSON Jennifer, op cit.

Ce partenariat dit stratégique est donc fragile, et pourrait être facilement remis en cause. Plus encore, il apparaît comme tiré par les élites, très rhétorique. Une relation normale reste encore à construire, et l'échec de l'approche économique contribue à faire douter de la stabilité à long terme du processus engagé.

2.2. L'échec récurrent d'un rapprochement économique. facteur d'instabilité

2.2.1. Russie et Chine ne sont pas parvenus développer des liens économiques pérennes

Fin 1970, le commerce chinois s'était redéployé vers le sud et le Pacifique, laissant l'extrême Est soviétique isolé du développement dynamique de l'Asie-Pacifique. Le commerce local est alors quasi inexistant. Jusqu'en 1983, un seul point de passage officiel est ouvert, les passages sont très contrôlés, encore dans les années 1980. L'extrême orient russe est pourtant un territoire qui contient de grandes richesses minérales. Dans sa totalité, soit 6,2 Mkm², l'extrême orient représente en part de production russe 58,7% des produits de la mer, 50% de l'or, 12% du charbon, 12% des non-ferreux, 99% du diamant. Les réserves reconnues sont estimées à 4,4 Mdst de non-ferreux, 24 Mdst de charbon, 330 Mt Pétrole, 1800 Mds m³ gaz, un tiers de la population mondiale de renards bleu et de zibelines, 26 Mt de réserve de poisson³⁶.

De manière plus globale, la Russie peut compter sur nombre de savoir-faire, en particulier dans la production d'énergie nucléaire ou classique, de biens industriels, de pétrole, de gaz, d'armes, qui intéressent directement la Chine. La Chine cherche pour sa part à développer l'exportation de biens de consommation de faible qualité, et, de façon plus générale, de développer le commerce. Il y a en effet 20% de personnes au chômage ou sous-employées en Chine³⁷, en particulier dans les provinces du Nord-Est. La réconciliation devrait donc s'approfondir dans des liens commerciaux, à la fois au niveau global et au niveau local.

Les premiers temps de l'ouverture des frontières laisse présager cette phase nouvelle de la réconciliation. Les liaisons téléphoniques ou postales directes entre Chine et provinces soviétiques sont rétablies en 1986, 10000 permis de travail accordés aux travailleurs chinois dans la province (Krai) du Primorie. Dès 1992, Eltsine accepte de lever certains interdits,

³⁶ Chiffres estimés par PINEYE Daniel, *l'isolement de la Russie dans l'Asie-Pacifique*, Economie internationale (revue du CEPII), n°54, 1^{er} trimestre 1994.

déclare Vladivostok ville ouverte et crée une zone franche portuaire à Nakhodka. En 1993, 13 ports, 4 ponts et 3 aéroports sont ouverts côté russe au commerce frontalier, 3 villes côté chinois. La Chine ouvre un consulat à Vladivostok. Le commerce, surtout local, décolle ; dès 1993, on estime que 751000 chinois et 777 000 russes ont traversé la frontière³⁸. Les échanges bilatéraux progressent sur la période 1995-96 hausse de 5,5 Mds\$ à 6,9 Mds\$. 61% des joint-ventures sont signés avec les Chinois. Cet effort propulse la Chine au second rang des partenaires économiques, soit 35% du commerce vers l'Asie. Le commerce frontalier représente alors 80% de ce total. La moitié du commerce des régions de Primorie, Khabarovsk et de l'Amour viennent des échanges avec la Chine.

Mais cette dynamique est stoppée par la succession de crises économiques, 1994 en Russie, 1997 en Chine, 1998 à nouveau en Russie. L'ambition sino-russe de hisser le commerce bilatéral à 20 Mds\$ pour 2000 n'est pas tenable. En 1999, on ne comptabilise que 5 Mds\$ de commerce bilatéral, sino-russe, qui ne soutient pas la comparaison avec les 100 Mds\$ de commerce bilatéral sino-américain. La hausse annoncée en 2000, 3,56 Mds\$ sur 1^{ère} partie 2000 (+31%), ne peut masquer l'échec économique, que souligne cruellement la faiblesse des investissements transfrontaliers : 140 M\$ chinois en Russie, 220 M\$ russes en Chine. La Russie ne parvient pas à être un partenaire économique sérieux pour la Chine³⁹.

Cet échec est multiple. Au niveau national, La Russie de Eltsine a privilégié une approche par le haut, due principalement à l'absence de dynamique privée, et à l'absence d'organisation de marché. Cette politique provoque des annonces prématurées, loin des réalités du terrain ; plus encore, cette politique se heurte à une volonté chinoise de pragmatisme et de « faire jouer le marché. La plupart du temps, cela conduit à des lettres d'intention, des protocoles d'agrément, qui ne sont pas vraiment suivis d'effets réels. En septembre 1997, aucun Russe ne remporte des contrats d'un total de 800 M\$, dans le cadre du barrage des Trois Gorges, qui est un chantier pourtant très « politique » ; le marché relatif à une centrale nucléaire au Jiangsu échoue. De même le projet de construction d'un pipeline de Russie vers Chine (1,7 Mds\$) reste à l'état de projet, à la fois à cause des divergences sur les routes à prendre et de l'impossibilité de s'accorder sur le financement. La Chine multiplie également les contacts au niveau du nucléaire civil avec les Français et les Américains. La compétition est rude pour la Russie.

³⁷ LAUTARD-BALME Stéphanie et SERRA Regine, L'Etat du Monde 2001, article sur la Chine.

³⁸ GODRON Annie, *le bassin de l'Amour, une nouvelle zone de coopération*, le courrier des pays de l'Est, n° 406, janvier-février 1996.

Au niveau local, la Russie a largement surestimé ses potentialités. Les richesses de la région existent, mais aucun effort n'est fait pour attirer les investisseurs. La législation est inadaptée, la Russie se révèle incapable de garantir ses dettes. L'infrastructure, surtout, est totalement délabrée⁴⁰, la concurrence entre pouvoir local et pouvoir central empêche toute évolution. Tout ce qui était facile d'accès a été épuisé, si bien que toute exploitation réclame aujourd'hui un investissement massif, tant technologique que financier. Ce délabrement a été illustré, cette année, par une crise énergétique terrible⁴¹. Les possibilités de transport sont limitées, et bloquent toute expansion commerciale réelle⁴². De plus, Le pouvoir politique ne s'est pas soucié d'aménager ses lois, qui constituent autant de points de blocage à tout projet. Enfin, la Chine espère souvent payer par troc, alors que Moscou souhaite des devises.

La Chine ne peut compenser, de son côté, les handicaps russes.; plus encore, elle est en compétition avec la Russie pour obtenir ces investissements lourds qui ne peuvent venir que du Japon, de Corée du Sud ou de l'Occident⁴³. Les Occidentaux restent au loin, et laissent comme seul correspondant économique la Chine. Les joint-ventures chinoises sont moins fortes en capitalisation, mais plus nombreuses et surtout plus actives que les occidentales.

La qualité des biens offerts est faible, des deux côtés, ce qui a vite été un frein aux échanges. Seul le domaine de l'énergie conserve des chances réelles d'échanges commerciaux. La Russie pourrait devenir une source majeure pour la Chine, mais cela reste une question ouverte car la Chine veut éviter une trop forte dépendance, d'où ses investissements dans les sources énergétiques d'Asie Centrale. Une centrale électrique russe de 800 Mw a cependant été mise en service le 7 juillet 2000 dans le Liaoning, et un nouveau contrat a pu être signé, d'une valeur de 3,5 Mds\$.

Seule L'industrie d'armement maintient un flux constant. En 1996, cela représentait environ 2,1 Mds\$, soit 70% du total des importations d'armement chinoises. Mais ces ventes sont abordées sous un angle très commercial, peu stratégique, avec comme objectif immédiat la survie de l'industrie d'armement russe. Ainsi, une vente d'avions SU-27, en 1995-96, est

³⁹ Cf Annexe E (diagramme).

⁴⁰ CHANG Felix K., *the Russian Far East endless winter*, Orbis, 1999.

⁴¹ Le Monde (6 janvier 2001) a rapporté des coupures persistantes de courant dans le Primorie et au Khabarovsk, par des températures de -43°, faute de stock de charbon et d'entretien des centrales.

⁴² Un tiers des contrats n'aboutissent pas faute de moyens de transport, selon TSYGANOV Yuri, *Russia and China, What is in the pipeline ?*, <http://projects.sipri.se/russia/index.html>

⁴³ Voznessenki, directeur adjoint du centre Chine-Russie de l'académie des Sciences de Russie. Cité par HELLER M, *La Russie entre Chine et Occident*, Nouveaux mondes (Genève), été 1994.

présentée comme une recherche de fonds pour développer la génération suivante, le SU-37⁴⁴.

Trois facteurs semblent accréditer un ralentissement prévisible des ventes :

- La contradiction entre la « vente sur étagère » des Russes et la volonté chinoise d'achèvement de modèles nationaux.
- Ce marché est instable, en ce qu'il ne garantit pas la survie des industries d'armement russes. Cela incite la Chine à tenter de diversifier ses sources.
- Cette vente d'armes reste pour l'instant un partenariat commercial et non stratégique. Elle n'atteint pas le niveau « stratégique » des ventes à l'Inde.

Les relations économiques basses n'ont donc aucune raison de progresser. Cela a conduit logiquement Zhu Rongji, premier ministre chinois, à proposer aux Russes en juillet 1998 la doctrine de « séparation ». Désormais l'économie sera séparée du politique dans les rapports entre les deux pays. S. Kiriyenko, premier ministre russe agréé cette demande⁴⁵. La Chine peut alors ne faire que ce qui lui est profitable dans sa sphère économique. C'est écarter toute notion économique du « partenariat stratégique », et l'affaiblir considérablement. Sans liens économiques forts, le partenariat reste une alliance d'appareils étatiques plus que de nations, et susceptible d'évoluer très vite dans ce cadre.

2.2.2. *L'échec économique souligne l'absence de coordination interne en Russie*

L'échec économique souligne en particulier la difficulté de Eltsine à parvenir à centraliser les différents acteurs du dialogue avec la Chine, industries de la défense, élites locales, groupes économiques. La politique chinoise de la Russie est fragmentaire, mal coordonnée. C'est une collection d'intérêts divers, rarement d'intérêts nationaux

Les rapports entre Moscou et ses lointaines provinces sont particulièrement en cause. En Extrême-Orient russe plus qu'ailleurs, les gouverneurs locaux ont développé leur ligne politique. Ces gouverneurs étaient, jusque 1992, des réformateurs. Les élections de 1992 amènent au pouvoir les populistes Nazdrenko dans la province du Primorie et Ishaev dans les territoires maritimes. Ces deux gouverneurs jouent sur la peur ethnique, et multiplient les blocages. Au moment où Moscou annonce des mesures pour libéraliser le commerce, les gouverneurs locaux durcissent la politique de visa. Le gouverneur du Primorie, Nazdratenko

⁴⁴ MII Mitsuo, *Russian – Chinese relations and arms export*, <http://projects.sipri.se/Russia>, novembre 2000.

⁴⁵ BLANK Stephen, *Which way for Sino-Russian relations ?*, Orbis, n° 3, été 1998.

fait sa propre politique et joue la carte ethnique contre les Chinois. Dans les commissions de démarcation de la frontière, les représentants locaux multiplient les vexations et les blocages. Ils multiplient également les pressions face aux projets de développement conjoint Corées – Mongolie – Chine - Russie de la rivière Tumen⁴⁶. La Russie actuelle est incapable de raisonner à long terme.

Ces blocages traduisent également des rapports de force entre Centre et périphérie. Ainsi, Primorie et Khabarovsk versent 39% de leurs taxes perçues au pouvoir central. Un commerce frontalier brutalement excédentaire impliquerait inévitablement une délicate renégociation fiscale avec les provinces. Moscou préfère ainsi privilégier les échanges de gouvernement à gouvernement, qui ont l'avantage d'ignorer complètement les réalités politiques locales, mais qui, dans le même temps, ignorent aussi les réalités économiques. Eltsine tente, dans le cadre d'un retour de l'autorité centrale, de forcer Nazdrenko à démissionner en 1997. C'est un échec. Poutine est fortement conscient de cette difficulté. Le 15 mai 2000, il décide de la création de 7 districts avec des préfets qu'il nomme, et qu'il charge de veiller à l'application de la loi fédérale. Il parvient enfin, en février 2001, à provoquer le départ de Nazdrenko. La mise en place d'un pouvoir local plus docile devrait avoir des effets bénéfiques à la fois sur le commerce transfrontière et sur les relations bilatérales sino-russes. Pour l'instant, il confirme simplement à la partie chinoise que la Russie reste instable et que ses évolutions doivent être considérées sur des périodes longues. Moscou peine à être considéré comme un acteur fiable : « un Etat qui tolère la désorganisation d'une administration aussi essentielle que l'administration fiscale est un Etat qui n'a pas les moyens ou qui n'a pas la volonté de se réformer »⁴⁷.

Mais les acteurs locaux ne sont pas les seuls à mener des politiques indépendantes. L'industrie d'armement, à de nombreuses reprises, s'est montrée disposée à vendre sur la base exclusive de critères commerciaux et sans cohérence stratégique réelle, ni mise en regard avec la politique diplomatique. Le faux pas de l'instance russe à vendre des armes en pleine crise économique de l'Asie du Sud-Est a été souligné. Cette industrie élude parfois les recommandations des experts du ministère des affaires étrangères. Encore récemment, des offres de bombardier stratégique TU-22 ou de chasseurs SU-35 ont été bloquées au dernier moment par le ministre russe des affaires étrangères⁴⁸. Cette succession de revirements ou d'erreurs souligne combien l'industrie russe de l'armement attache de prix au processus

⁴⁶ KIREEV (ambassadeur), *partenariat stratégique et frontière stable*, far eastern affairs, n°4 1997.

⁴⁷ SAPIR Jacques, *Le Krach russe*, Paris, 1998.

asiatique, dans une optique de survie à tout prix. Les ventes d'armes en direction de l'Europe ont fortement chuté ; et l'ouverture de la Chine, sa politique territoriale en mer de Chine, constituent alors une opportunité extraordinaire et inespérée, qui amène cette industrie à s'affranchir parfois de toute considération autre que commerciale.

Tant l'échec économique qui empêche une stabilisation que l'impossibilité pour Moscou de se coordonner avec ses provinces pour définir une politique chinoise cohérente contrebalancent les résultats tangibles obtenus et fragilisent dès aujourd'hui un processus qui s'appuie beaucoup sur les termes et profite largement d'une rencontre entre une Russie affaiblie mais encore puissante et une Chine dynamique mais toujours en retard. A ces inquiétudes contemporaines se greffe une prospective à moyen terme qui n'offre pas de réel espoir de stabilisation de la relation russo-chinoise.

2.3. Une prospective inquiétante

2.3.1. La définition des frontières reste source d'instabilité

L'un des éléments de tension les plus tangible entre les deux pays reste les frontières. L'accord de 1991 est un point remarquable du processus de réconciliation. Il n'en reste pas moins incomplet.

Il subsiste en effet un désaccord sur 11 zones , dont trois - Khankaiskii, Ussuriiskii et Khansanskii - sont très politisés et font l'objet d'un contentieux triangulaire, entre Russie moscovite, Russie locale et Chine. Ces zones sont exclues de l'accord de 1991.

De plus, les détails de cet accord sont contestés localement par Nazdratenko. L'ambassadeur Khireev reconnaît d'ailleurs que la signature de cet accord, réalisé au plus haut niveau, n'a pas été véritablement négocié avec les provinces⁴⁹. Du coup, tant Tant Nazdratenko (Primorie) qu'Ishaev (Khabarovsk) disposent de partisans dans les commissions de démarcation. Selon eux, les terres à céder seraient des terres à haute valeur agricoles, les îles donneraient accès à la mer du Japon. Le ministère des affaires étrangères conteste ces faits, arguant que la Corée du Nord tient l'ultime détroit de la Tumen, que les terres sont peu utiles et largement insalubres.

⁴⁸ YU BIN, *Putin's ostpolitik and Sino – Russian relations*, pacific forum CSIS, www.csis.org/pacfor/cc/003Qchina.html

⁴⁹ Khireev, op. cit.

Mi-1997, le sommet sino-russe déclare la dispute des frontières terminée. Mais cette déclaration reste très politique. Aucun détail n'est communiqué, en particulier sur les endroits contentieux. Cela constitue sans doute, en 1997, la meilleure solution à court terme. Mais cela affaiblit la crédibilité d'un partenariat stratégique et encourage la résistance des gouverneurs locaux. Le discours officiel se fait l'écho de ce louvoiement. Le 22 juillet 2000, des représentants présidentiels affirment dans une tournée en extrême Orient russe que les îles de l'Ussuriiski et de Tabarov, exclues des accords, sont « définitivement russes ». Le gouverneur de Khabarovsk, le 27, confirme qu'elles font partie du « territoire originel russe »⁵⁰. Lors de la visite de Poutine à Pékin en juillet 2000, la question des frontières n'a même pas été évoquée, preuve qu'aucun consensus n'avait pu être dégagé avant ce sommet pourtant considéré comme important par les deux parties.

La Russie n'est pas en état, pour l'instant, de négocier la cession d'une partie du territoire. Ceci apparaîtrait comme une renonciation inacceptable, aussi bien par l'ensemble de la population qu'au niveau local. L'exemple des Kouriles en est l'illustration. Or, ici, il ne s'agit pas d'îles ou d'ilots, mais de territoire dans la continuité du territoire russe. La situation pourrait peut-être évoluer avec la reprise en main de l'administration territoriale qu'effectue Poutine.

La Chine mène pour sa part une politique de plus long terme. Les accords de 1991 sont renégociables en 2010, de par la volonté de la Chine. La ligne politique chinoise semble finalement peu éloignée de l'intervention de Mao Zedong, le 10 juillet 1964 : « Il y a environ cent ans, la région à l'Est du Baïkal est devenue territoire russe. Depuis lors, Vladivostok, Khabarovsk, le Kamtchatka et d'autres régions ont été des territoires soviétiques. Nous n'avons pas encore présenté notre addition pour cette série »⁵¹. Cela laisse la question ouverte, dans un contexte que la Chine espère encore plus favorable, en particulier sur le plan démographique.

2.3.2. *Un choc démographique prévisible*

A moyen et long terme, la région russe d'Extrême-Orient peut se définir comme une potentialité économique vide d'hommes. Elle dispose certes d'un fort potentiel, reconnu, dans les énergies, les métaux. Mais l'exploitation de ces richesses demeure virtuel tant le besoin

⁵⁰ YU Bin, op. cit.

d'infrastructures est fort. A court terme, rien n'est possible. Si la région manque de capitaux, plus grave, elle manque d'hommes. La population est dès aujourd'hui clairsemée, elle connaît de plus un solde démographique négatif. En 1991, la région comptait 8,1 Mh. En 1999, elle est descendue à 7,8 Mh. Le Vice-Premier ministre, S. Shakrai, a lancé un avertissement, craignant que la population décline des deux tiers d'ici à 2010⁵².

De l'autre côté de la frontière, on dénombre 76 M de Chinois, 100 M en étendant les calculs aux régions frontalières prises dans un sens géographique aux régions administratives⁵³. Le dynamisme économique y est fort, mais le Nord-Est de la Chine représente le plus fort taux de chômage. Ces chiffres doivent être relativisés à court terme, en ce que la pression démographique est faible. On ne peut parler de surpeuplement de cette région de Chine. De plus, historiquement, la proportion de Chinois était bien plus importante au début du siècle dans l'extrême – Orient russe⁵⁴. Cependant, dès aujourd'hui, un fort taux de travailleurs chinois immigrés existent. L'extrême variation des chiffres, de 400000 à 2 millions, souligne à quel point la Russie ne maîtrise plus vraiment les données de ces territoires éloignés. Les dirigeants locaux en profitent surtout pour dénoncer la hausse de la criminalité, et surtout des « crimes étrangers »⁵⁵. La pression économique est cependant relativement faible, puisque pratiquement tout est à reconstruire ou à édifier dans l'Extrême-Orient soviétique.

En revanche, à moyen et long terme, ce déséquilibre va aller croissant, et se transformer en problème stratégique pour la Russie : comment conserver ce qui apparaîtra comme un vestige d'empire, très loin de Moscou et si faiblement peuplé ? Le paradoxe de la démilitarisation et des ventes d'armes prend alors une tournure plus inquiétante pour la Russie.

2.3.3. *Démilitarisation et vente d'armes : une conjonction dangereuse.*

La tension aux frontières qui existait du temps de la confrontation sino-soviétique ne doit cependant pas abuser sur la nature des forces chinoises. Sur-dimensionnées en hommes, elles ne disposaient pas de matériel récent. Ses forces nucléaires étaient surtout nominales. Les

⁵¹ DUROSELLE Jean-Baptiste, *histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, X^e édition, 1990. Citation p. 710.

⁵² Cité par ANDERSON Jennifer, op. cit.

⁵³ Cf annexe F (cartes comparatives de population).

⁵⁴ GARNETT Sherman ed., *rapprochement or rivalry ? Russia – China relations in a changing Asia*, New York, Carnegie Endowment for international peace, 2000.

⁵⁵ GODRON Annie, *Le bassin de l'Amour, une nouvelle zone de coopération*, le courrier des pays de l'Est, janvier-février 1996, n°406. Annie Godron cite en particulier Ishaiev qui évoque « l'expansion sournoise ».

missiles chinois, de conception âgée, ont corps et tête séparés, et sont de technologie dite à « carburant liquide », particulièrement dangereuse. Un seul sous-marin existe, qui emporte 12 missiles nucléaires de moyenne portée.

La réconciliation russe a permis aux Chinois d'acquérir de nouveaux matériels et une technologie plus actuelle. Ces ventes ont certes un impact économique pour la Russie, déjà étudié, mais il modifie considérablement les possibilités chinoises.

Ces ventes ne sont pas dues exclusivement à la réconciliation. Elles profitent aussi d'une posture stratégique plus agressive des USA. La peur des projets NMD et TMD fédèrent ponctuellement Russie et Chine et renforcent le caractère stratégique du partenariat. L'aide technique russe permet d'améliorer la portée, la charge utile, la précision, la capacité de survie des moyens nucléaires chinois. En 1999, une nouvelle génération est testée, la DF 31, d'une portée de 8000 km et utilisant la technologie du carburant solide.

Cet apport technologique, allié à la crainte d'un déploiement TMD américain à Taiwan à terme, contribue à une hausse spectaculaire des armements. Les missiles tactiques, conventionnels mais sans doute adaptable au nucléaire, sont déployés de manière intensive face à Taiwan. Estimés à 20 en 1995, on en dénombrait 160 en 2000, avec une prévision de 500-650 en 2005⁵⁶. En 1996, un accord est signé concernant la livraison de 200 chasseurs Su-27, et deux destroyers Sovremnii, équipés d'un système d'arme anti-navire particulièrement performant. Le premier destroyer a été livré en 1999. En Août 1999, un accord important est conclu, qui organise à court terme un transfert d'armement, comprenant la fourniture de 38 avions Su30 et 22 Su27, le contrat de licence d'avions Su30, l'achat possible de 2 destroyers supplémentaires et de torpilles à changement de milieu d'une portée de 300 km. A plus long terme, l'accord prévoit une prévision d'achats de 15 Mds\$ d'armement sur 2000-2005, et le lancement de recherche et développement conjoints sur la période 2005-2015⁵⁷.

Lors du sommet de Douchanbe du 4 juillet 2000, un accord prolonge la livraison d'avions prévue en 1996 par l'autorisation de construire à Shenyang d'autres Su-27 sous licence. Le 14 août 2000, intervient la livraison des premiers Su-30, d'une génération encore nouvelle.

Les possibilités chinoises sont renforcées au moment même où le processus de démilitarisation décrédibilise de plus en plus la capacité des forces russes à prétendre défendre la région. La modernisation de l'armée russe est illusoire⁵⁸. Certes, la possession de SU27, du système antinavire supersonique SS-N-22, modifie d'abord l'équilibre en Mer de Chine et

⁵⁶ ROBERTS, MANNING et MONTAPERTO, *China : the forgotten nuclear power*, Foreign Affairs, juillet-Août 2000.

⁵⁷ YU Bin, op. cit.

crée une dissuasion crédible envers un engagement de navires américains dans le détroit de Taiwan. La Chine peut augmenter sa capacité à longue portée, conceptualiser d'abord un *sea denial* puis un contrôle maritime. Mais cette augmentation de l'allonge a aussi un impact sur la défense des provinces terrestres de l'extrême orient russe et de leurs approches maritimes. Aujourd'hui, la crise de l'industrie d'armement russe est telle que des armes sont vendues en même temps qu'elles sont fournies aux forces russes, parfois en nombre plus réduit.

Or la Russie manque de profondeur stratégique en Extrême-Orient. Le transsibérien, les principales villes ne sont pas beaucoup éloignées de la frontière. Pour remédier à ce désavantage, les Soviétiques ont créé à grand frais de 1971 à 1985 une autre ligne de chemin de fer, la ligne Baïkal – Amour. Son intérêt économique est limité, car la ligne ne dessert que 20 % des populations. L'accord sino-russe de retrait des forces à 100 km de la frontière découvre complètement toute une partie de cette ligne, ainsi que l'ensemble des villes importantes russes. Parallèlement, cet accord ne modifie pas vraiment les moyens chinois, car la doctrine chinoise professe la défense dans la profondeur, et à ce titre, ne concentre ses unités principales qu'à 400 km de la frontière.

Enfin, sur le plan international, ces ventes d'armes russes sont présentées comme transparentes, qui ne touchent pas aux équilibres de la région ni aux engagements internationaux de l'Etat Russe⁵⁹. Ces ventes sont présentées comme défensives et jamais de la dernière technologie. Elles déstabilisent pourtant l'équilibre régional, et brouillent l'image de la Russie dans la zone, décrédibilise son idée de sécurité collective.

La politique de vente d'armes n'est pas nécessairement celle de Moscou, mais une politique de survie à court terme de l'industrie de défense russe⁶⁰. Sans pour autant garantir la survie de l'industrie d'armement russe, elle modifie dans la profondeur les relations stratégiques tant sino-russe que sino-asiatique. Pareil choix serait cohérent dans l'optique d'un partenariat véritable et raisonné sur le long terme. Pourtant, sur le plan diplomatique, la convergence apparaît de plus en plus comme une opportunité conjoncturelle, tant les dossiers à venir semblent écarter la Russie de la Chine.

⁵⁸ Cf annexe G (diagramme), éloquent quant aux moyens financiers à disposition de la Défense russe.

⁵⁹ déclaration du vice-ministre des affaires étrangères A. Panov. Cité par ANDERSON Jennifer, op. cit.

⁶⁰ Cf annexe H (carte), principales ventes d'armes russes.

2.3.4. *Deux positions internationales divergentes à moyen terme*

A moyen terme, les objectifs des deux pays semblent fortement divergents. La Chine est en passe de réussir son intégration dans la communauté internationale par le biais de l'économie. Elle utilise ses possibilités actuelles tout autant que son potentiel espéré comme une arme diplomatique avec un succès certain⁶¹. Cette approche débouche également sur un succès régional, car il correspond à l'orientation des institutions économiques régionales, comme l'ASEAN, ou même à la structuration économique des relations internationales. En 1997, la Chine s'est vue confirmer son statut de nation la plus favorisée par les Etats-Unis⁶².

Dans ce cadre, la Russie n'apporte rien, elle est même concurrente vis-à-vis des politiques d'investissement financier ou technologique occidentaux.

A l'inverse, la Russie ne dispose que de la « négociation de puissance » pour tenir son rôle dans la communauté internationale. Son discours mal maîtrisé sur la question du TMD et du NMD en témoignent. Oscillant entre proposition de partenariat et front du refus, la position russe traduit le rare domaine où sa diplomatie dispose d'un choix. Ce jeu n'est pas acceptable pour la Chine, car sa puissance nucléaire est plus nominale que réelle, se rapproche par bien des points de l'arsenal des « rogue states » que vise justement le projet TMD. La Chine n'est pas en position de négocier, et l'aboutissement de l'un des deux projets amènerait nécessairement la Chine à consentir des efforts nouveaux en matière stratégique, alors que son effort actuel porte principalement sur les forces conventionnelles. La déclaration de Pékin de Poutine, le 18 juillet 2001, dans le sens d'un statu quo sur le traité ABM, a rassuré momentanément le pouvoir chinois. Le dossier reste cependant ouvert, et son évolution témoignera du choix fait par les dirigeants russes, celui d'un renforcement du partenariat chinois ou l'amorce d'un partenariat avec les Etats-Unis ou l'Europe sur un point stratégique.

Au plan régional, la place de la Russie est marginal, son extension n'est souhaitée que par la crainte d'une Chine trop puissante. Dans ce cadre, le Japon souhaiterait avoir également la Russie comme interlocuteur, qui agirait alors comme une puissance d'équilibre. Mais cette position dépend d'une clarification des relations avec le Japon, et surtout place la Russie en position de confrontation et non de partenariat face à la Chine.

Au plan international, un véritable « triangle » Russie – Chine – Etats-Unis » est en cours de

⁶¹ JOYAUX François, *La Chine dans le monde ou le rêve d'un magister asiatique*, Géopolitique, n°67, octobre 1999.

⁶² RAKHMANIN Vladimir, *Far Eastern Affairs*, Numéro spécial, n° 4, 1997.

reconstitution⁶³. La Russie, qui conserve des liens avec les Etats-Unis, est ici en position de jouer un rôle clef dans ce triangle. La notion d'alliance avec la Chine n'a donc pas grand sens. La Russie jouerait le rôle de puissance faible du triangle, que tenait autrefois la Chine en 1972-85. Mais la situation de la Russie est inconfortable, en ce qu'elle dépend étroitement de la politique chinoise. Une Chine bloquée sur sa façade maritime pourrait trouver avantage à se retourner vers le Nord, et constituer une menace pour la Russie. Celle-ci n'aurait d'autre alternative que de solliciter l'appui des Etats-Unis, voire du Japon.

Si les ambitions chinoises restent tournées vers la mer, La Chine a alors besoin de disposer d'arrière-stratégiques et diplomatiques sûrs. La Russie constitue un partenaire appréciable et recherché. La Chine a en effet à la fois besoin de l'armement russe et du soutien russe au concept d'« Une seule Chine », du reste d'influence de la Russie au Vietnam et en Corée du Nord⁶⁴. Cette hypothèse ne conduit pas à un renforcement du partenariat. La Chine croit peu à l'activité russe en Asie, évite toute alliance, et examine chaque situations au cas par cas. En revanche, ce renforcement en apparence du partenariat stratégique pose la question de la politique russe envers Taiwan.

Les soutiens russes concernant les prétentions chinoises sur Taiwan sont pour l'instant purement déclaratoires. Jusqu'à quel point ce soutien peut-il déboucher ? La Russie reconnaît le concept d'une seule Chine, elle n'a pas critiqué la Chine pendant la période de tension de Mars 1996, puis a exprimé un soutien explicite au sommet d'Avril 1996. La Russie n'écoute pas les plaintes de Taiwan, elle croit même trouver avantage à la « course aux armements » pour son industrie de la Défense. Pourtant la Russie n'est sans doute pas prête à accepter une réunification par la force. Cela renforcerait la crainte russe d'une Chine puissante à long terme, créerait une pression énorme de la part des Etats-Unis. Ceci explique le maintien, et même le renforcement des liens entre Taiwan et la Russie. Ainsi, une représentation est ouverte à Moscou en 1993, à Taiwan en 1996. dès décembre 1996, des relations économiques sont engagées, des relations aériennes directes sont ouvertes en mars 1997, un lien maritime direct crée en 1998, et Taiwan espère ouvrir une représentation à Vladivostok. Cependant, en juillet 2000, la Chine parvient à obtenir une déclaration de soutien « ferme » de Poutine sur son projet « d'unification nationale » avec Taiwan, sans même que cela occasionne une référence croisée de soutien à l'action russe en Tchétchénie.

Un article du *Lianhe Zaobao*⁶⁵, à Singapour, renforce l'impression de flou et d'hésitation de la Russie sur la question. L'article assure que si les Etats-Unis s'impliquaient dans la défense de

⁶³ ACHCAR Gilbert, *The strategic triad : The United States, Russia and China*, , New Left Review, n°228, mars-avril 1998, p. 91-126.

⁶⁴ MENON Raja, *the strategic convergence between Russia and China*, survival, été 1999, vol. 34

Taiwan, la flotte russe du Pacifique pourrait effectuer des sorties pour gêner ou couper les ravitaillements et éloigner la flotte américaine. Cet article est repris par un journal officiel chinois, sans que soit évoquée l'authenticité de l'information. Plus surprenant encore, Moscou n'exprime aucun démenti, si ce n'est à un niveau officiel très bas. Un silence « assourdissant » règne à Washington, où personne, officiels ou media, n'a réagi à la « rumeur ». Une aide directe ruinerait tous les efforts de la Russie vis-à-vis de la région, et la placerait sous une pression occidentale considérable. Elle ne serait en aucun cas profitable à la diplomatie russe.

L'Inde reste un point sensible entre les deux pays. Elle constitue le deuxième point d'ancrage de la diplomatie russe en Asie, à un niveau sans doute supérieur à celui de la Chine, car plus stable, à la fois dans les projets et dans la durée. C'est pourquoi les matériels russes vendus à l'Inde sont toujours légèrement plus perfectionnés ; les deux pays reçoivent des Sukhoi 27, mais le radar fournit à l'Inde est d'une génération plus avancée. Dans le jeu complexe entre Chine, Inde et Pakistan, la Russie n'a pas cherché à jouer le médiateur ni le modérateur, mais s'en est tenu à un partenariat réellement stratégique avec l'Inde. Un regain de tension, qui n'est pas à exclure, placerait alors la Russie devant des choix difficiles.

En effet, le conflit entre l'Inde et la Chine n'est pas résolu. Le soutien chinois au Pakistan, qui s'inscrit dans cette tension, brouille son message sur la stabilité et le blocage de l'islamisme en Asie Centrale. Dans le même temps, la Russie a dénoncé la présence en Tchétchénie d'éléments islamistes entraînés au Pakistan. La Russie a confirmé de plus sa promesse de soutenir la position indienne concernant le Cachemire au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Plus encore, si la composition de ce conseil venait à être révisée, la Russie est favorable à la l'exigence d'un poste permanent pour l'Inde. Il existe ici une possibilité directe d'affrontement diplomatique entre Chine et Russie, sur un sujet qui a prudemment toujours été évité dans les grandes rencontres.

D'une manière générale, si les relations entre les deux pays ont toujours été dissymétriques, il règne aujourd'hui une impression d'« arrogance » chinoise. La politique diplomatique chinoise fait montre d'un sens très pragmatique et volontairement limité. Pékin croit peu en un renouveau économique russe, et craint que des liens trop forts n'obèrent sa ligne diplomatique indépendante. La Chine refuse donc toute notion d'alliance, et insiste sur le concept de « bons voisins, bons partenaires et bons amis ». C'est clairement laisser ouverte la

⁶⁵ Cité par YU Bin, op.cit.

possibilité de divergences sérieuses sans établir à l'avance la manière de les résoudre. Le partenariat n'est pas ressenti comme un engagement mutuel intangible. Pour les deux pays, la référence et l'élément de comparaison reste les Etats-Unis, même si leur politique n'est jamais ouvertement anti-occidentale.

Une tension, une rupture entre la Russie et la Chine aurait des conséquences surtout diplomatiques. Sans aller jusqu'à évoquer un risque de guerre, comme dans les années 1970⁶⁶, tout différend trop marqué amènera les dirigeants des deux pays à considérer l'état de leur relation et à faire leur choix. Depuis dix ans, ce choix s'est porté en faveur du processus sino-russe. La prospective diplomatique, militaire, démographique peut fort bien, à moyen terme, modifier cet arbitrage.

⁶⁶ Voir en particulier SALISBURY Harrison E., *la guerre inévitable*, Paris, Albin Michel, 1971, représentatif de cette tendance.

Conclusion

Pour le temps présent, la réconciliation entre Chine et Russie est frappante. La Russie a engagé un processus, l'a soutenu, avec des résultats marquants. Une réconciliation officielle était possible, qui ne cherche pas autant à régler les points de désaccord, aux frontières comme de manière purement intellectuelle et idéologique. De même, la diminution de la tension militaire pouvait procéder d'une baisse graduelle, discrète, des forces en présence. Plus encore, des termes sémantiquement forts comme « partenariat stratégique » ou « positions communes » n'étaient ni inéluctables ni nécessaires. La Russie a clairement profité d'une opportunité stratégique, une volonté intérieure de Gorbatchev couplé à une Chine isolée et désireuse d'évoluer sur le plan international.

Cette attitude maintient de fait la notion de « triangle Russie – Chine – Etats-Unis ». Hier, la Chine, plus faible était convoitée et pouvait mener une politique vers les deux autres. Aujourd'hui, c'est la Russie qui tient ce rôle du « faible ». L'une des conséquences de ce jeu diplomatique est d'éviter que la Russie se retrouve, régionalement, seule en face de la Chine. Pourtant ce succès, réel, a atteint ses limites. Toute politique déclaratoire ne peut être soutenue trop longtemps sans être suivie d'effets concrets ; cette politique d'amitié n'est pas étayée, à la base, par un renforcement significatif des liens transfrontières et des échanges économiques. Surtout, elle est le fruit d'un équilibre conjoncturel entre les deux puissances, équilibre qui n'est pas appelé à durer.

Dans le long terme, cette réconciliation est un échec et un danger. Un échec, car la Russie n'est pas parvenue à s'inscrire véritablement dans l'espace asiatique. Elle se retrouve dans une relation bilatérale avec la Chine, qui se présente comme son interlocuteur unique. Du fait de sa stratégie propre, la Chine n'a aucun intérêt à laisser se développer une politique asiatique russe⁶⁷. La Russie est donc contenue, sans peine, dans un face à face avec son voisin. Cela implique que la Russie ne peut compter, dans sa diplomatie, dans son développement, sur un jeu de bascule entre Asie et Europe. Elle est « rejetée » vers l'Europe, ce qui renforce sa sensibilité, déjà forte, à toute exclusion à son encontre ou à toute évolution à venir, tant de l'OTAN que de l'Union européenne. La Russie peine à trouver sa place véritable face à son voisin. Sans développement économique, fortement encadré en l'Asie-

Pacifique, douteux sur la zone Inde-Pakistan, éludé dans la péninsule coréenne, le partenariat sino-russe n'a de sens qu'en Asie Centrale et en Mongolie. C'est un accord fragile, que vient renforcer ponctuellement des craintes communes sur la politique américaine ou la mise en place de références internationales qui les dérangent tous les deux, dans le domaine des Droits de l'Homme, de la notion de démocratie.

Cet échec est dangereux, car l'avenir de cette relation est menacée par l'évolution économique et démographique, fortement divergente, des deux pays ; les prétentions territoriales de la Chine, sur sa façade maritime, placent la Russie dans une position inconfortable. Dans tous les domaines clés pour la poursuite du partenariat, l'initiative appartient à la partie chinoise. C'est donc à la Russie de déterminer véritablement, dans les années à venir, sa position exacte face à la Chine, car la notion sémantique de partenariat pourra de plus en plus difficilement masquer les différences et les tensions.

La Russie s'est mise dans une position où elle ne peut plus contourner la Chine, pire, où elle dépend d'elle en Asie-Pacifique. Le voisinage de la Chine est devenu encombrant pour la Russie, alors que l'inverse n'est pas exact. L'extrême-Orient russe est marginalisé dans la région, sa mise à l'écart peut perdurer.

Or la Russie reste à la recherche d'une identité nationale, au moins fédérale. La situation d'Extrême-Orient a indirectement un impact sur l'ensemble de la fédération. Il est inconcevable, tant au pouvoir qu'à la population russe, de concevoir de perdre ce que la Russie impériale a lentement accumulé en plusieurs siècles. Face à cela, la Chine poursuit certes son ascension, mais elle fait aussi face à de nombreux problèmes. Elle doit gérer le non-emploi, les sectes, les inondations, les troubles aux marches (Xinjiang, Tibet), l'équilibre entre provinces maritimes, centre et marches. Une attitude nationaliste est encore le moyen le plus efficace de rassembler une nation composée à 95% de Hans. Cette attitude se traduit pour l'instant par des revendications maritimes.

La Russie et la Chine partagent en ce moment un nombre certain d'intérêts communs. A court terme, ceci peut être profitable aux deux ; à long terme, le voisinage de la Chine va devenir encombrant. Les relations entre les deux ont toujours été asymétriques ; elles affectent aujourd'hui d'être paritaires. Ce moment est peut-être déjà dépassé, en ce que les relations sino-russes dépendent largement de la ligne politique chinoise. Mais la question des relations sino-russes, en apparence une pure question de relations internationales, peut voir son cadre

⁶⁷ NIQUET Valérie, *Chine-Russie : quel partenariat stratégique ?*, la revue internationale et stratégique, n°38, été 2000.

évoluer fortement en fonction de la situation interne de la Russie, et en particulier des rapports de Moscou avec ses lointaines provinces. En ce sens, la réussite éventuelle du projet Poutine de créer des districts et des « préfets » semble déterminante. Poutine a été élu sans véritable programme, il œuvre d'abord pour une restructuration du pays, selon le concept « d'accumulation des forces »⁶⁸. Cela est très favorable à court terme aux relations sino-russes, car elle entraîne des choix plus réalistes ; à long terme, le renouveau russe, qui a toujours suivi historiquement ces périodes « d'accumulation interne », ne pourra que se heurter, sur sa façade asiatique, à un espace chinois fortement dynamique.

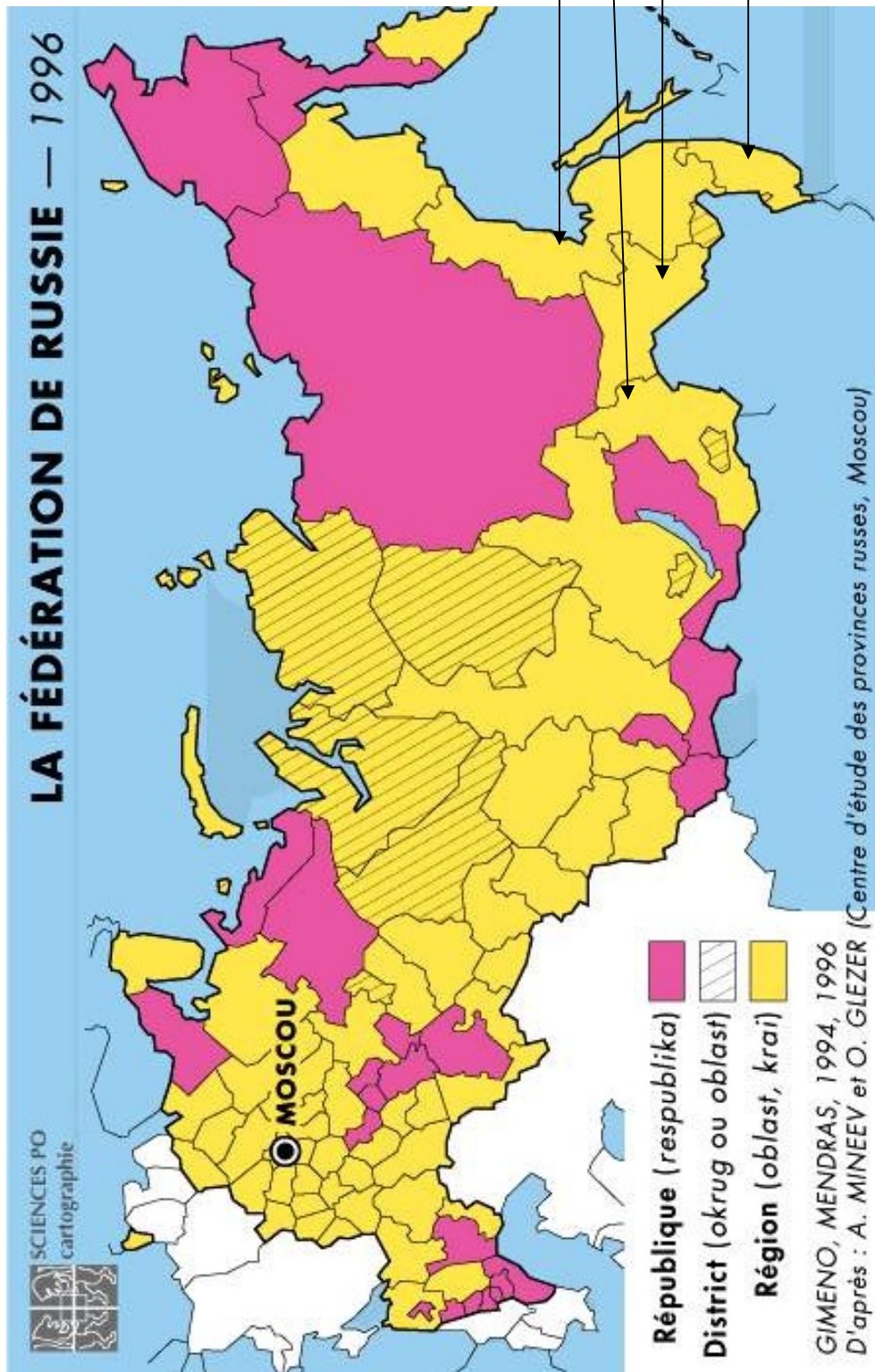
⁶⁸ BRAITHWAITE, op cit.

Cartes et diagrammes

Source des cartes : atelier de Cartographie de Sciences-Po (sauf indication contraire).

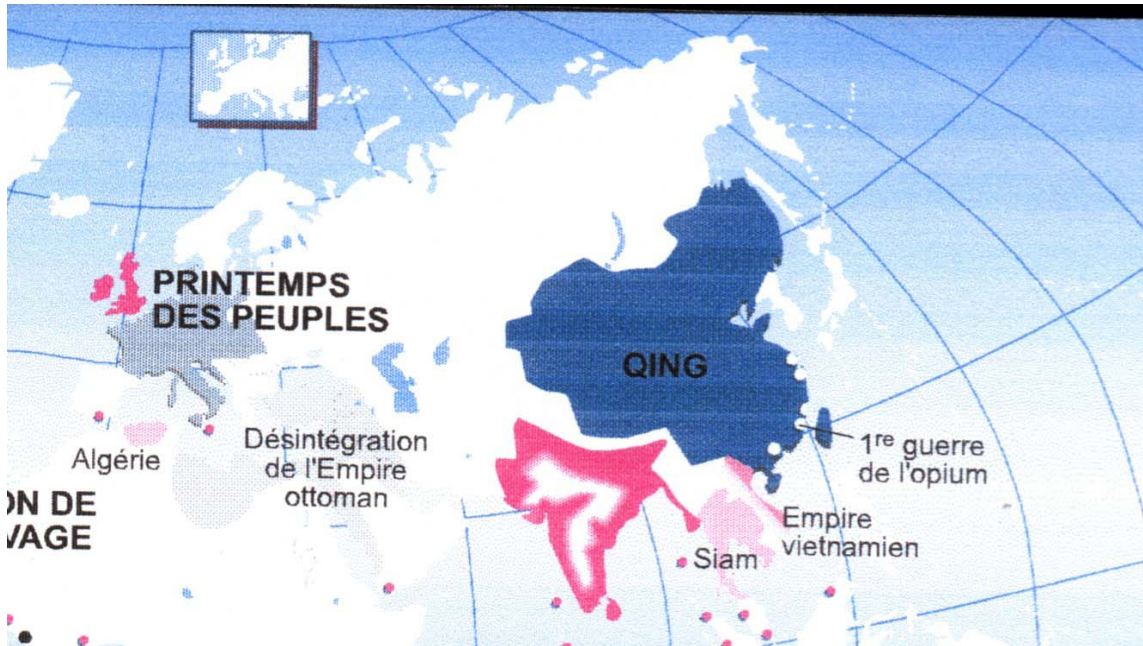
ANNEXE A

- Khabarovsk
- Primorie
- Amour
- Provinces maritimes

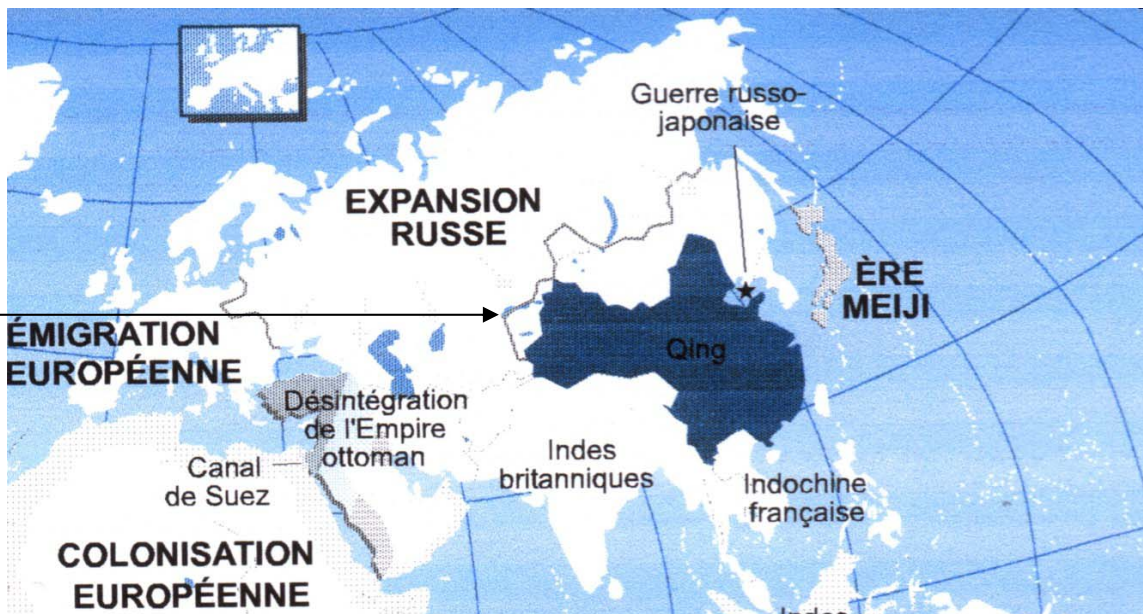


ANNEXE C

1.2 Les prétentions territoriales de la Chine : l'histoire des 150 dernières années montre le reflux de l'empire chinois, au profit de l'empire russe. Mais cela ne touche pas la nation chinoise : aucun Han n'habite les territoires qui passent sous contrôle russe.



Les prétentions territoriales de la Chine : l'extension chinoise maximale (dynastie Qing)

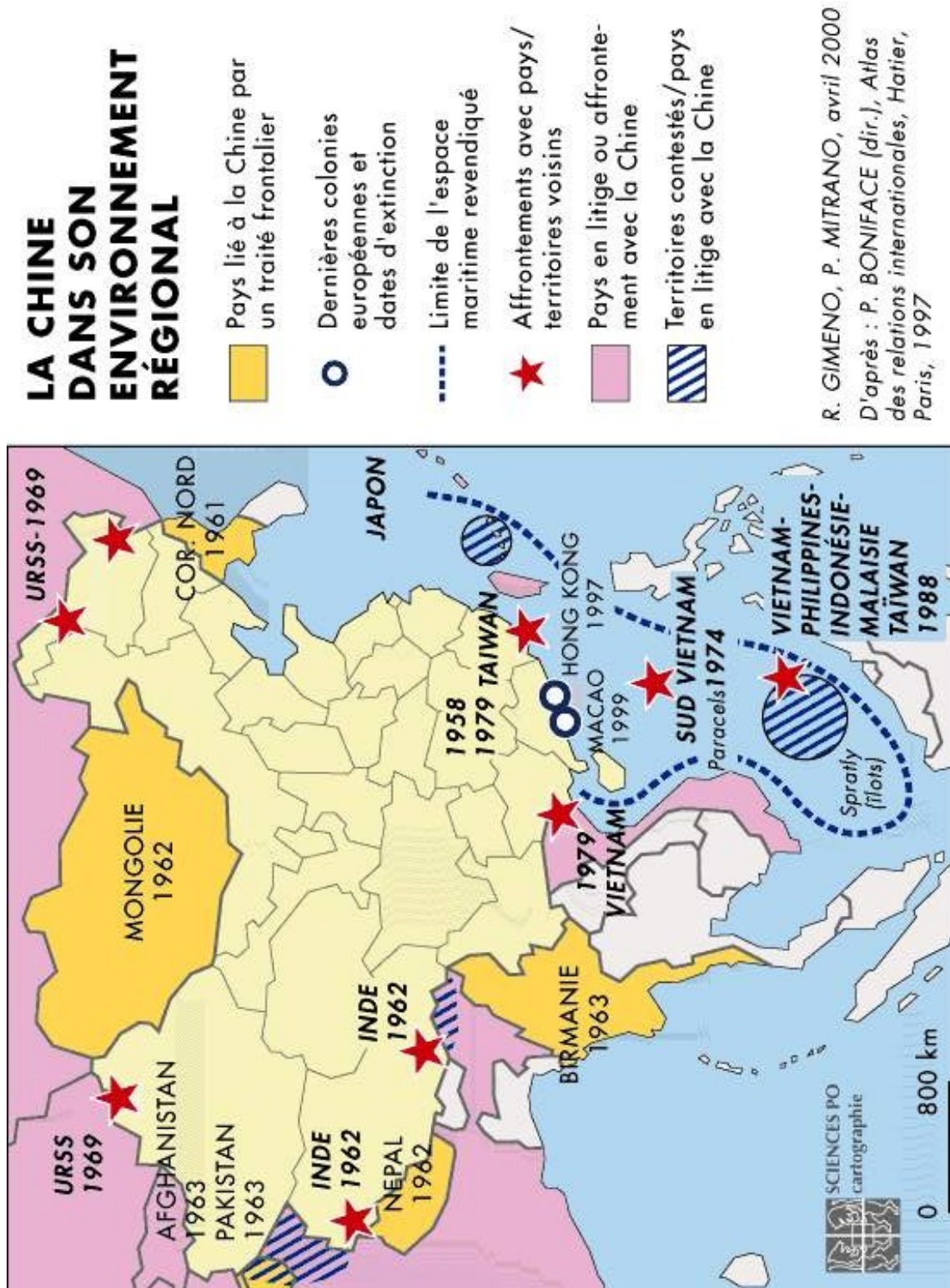


Le trait marque les pertes chinoises au profit de l'empire russe, de 1850 à 1920.

Source : atlas historique de l'encyclopédie Universalis 6.0

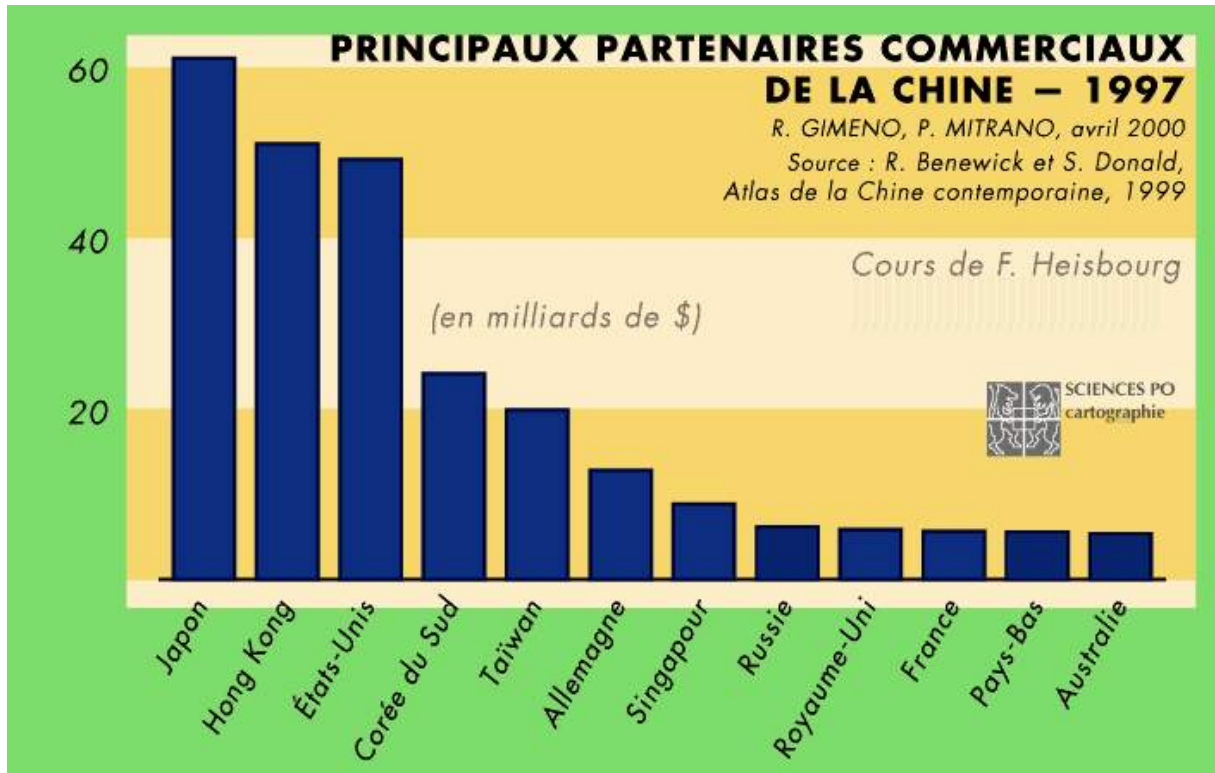
ANNEXE D

1.3.3 : à une volonté russe s'ajoute le besoin chinois de rompre l'isolement



ANNEXE E

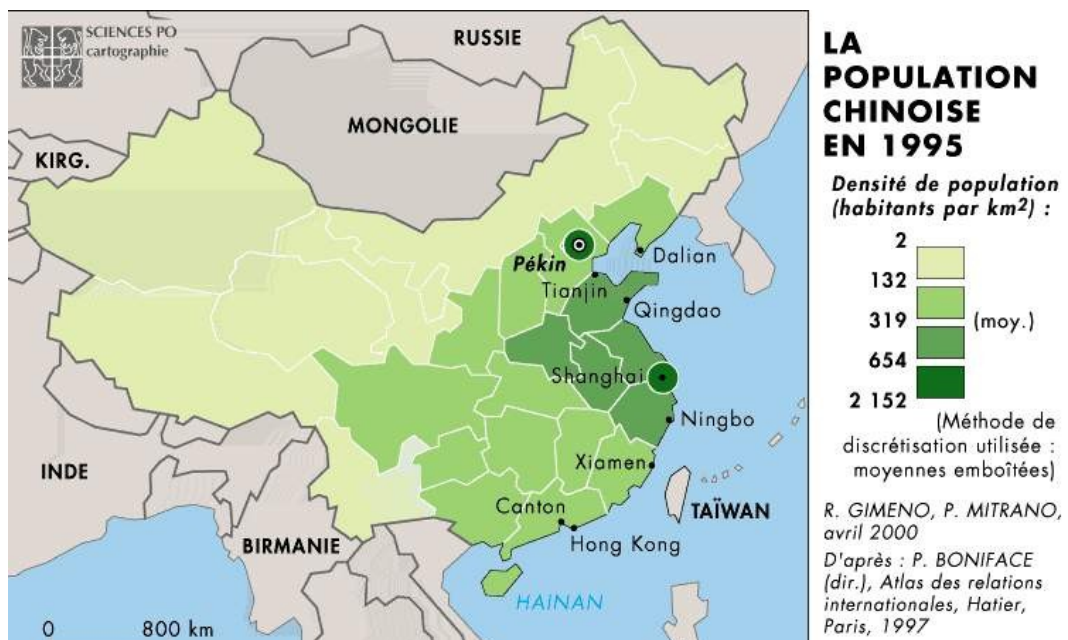
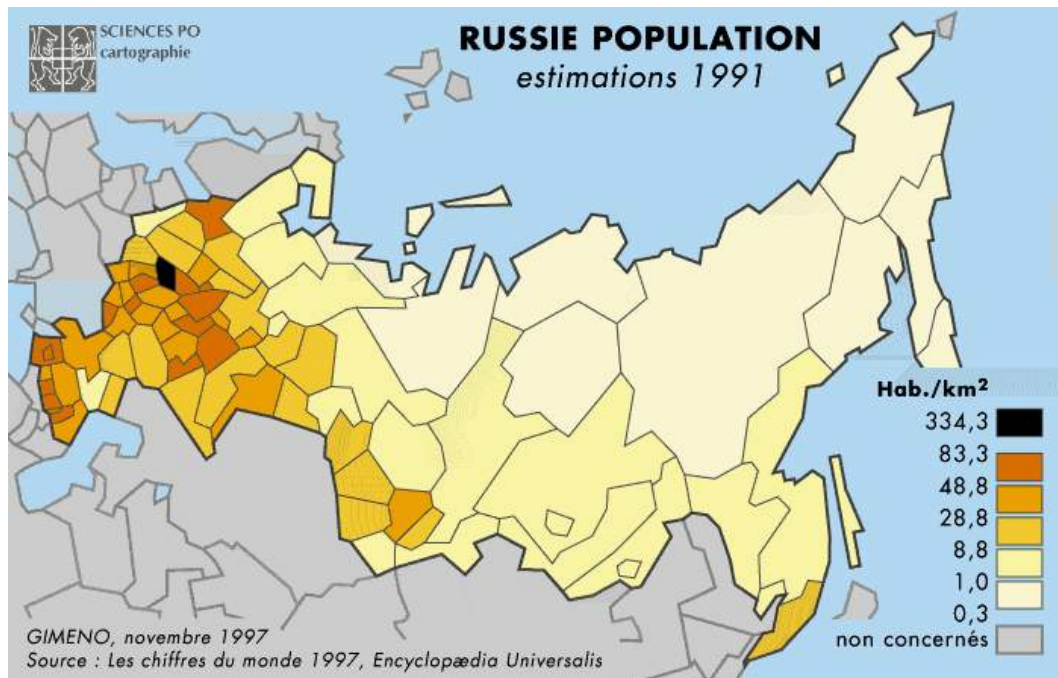
2.2.2. La Russie échoue à devenir un partenaire économique sérieux



ANNEXE F

2.3.2 : le choc démographique attendu

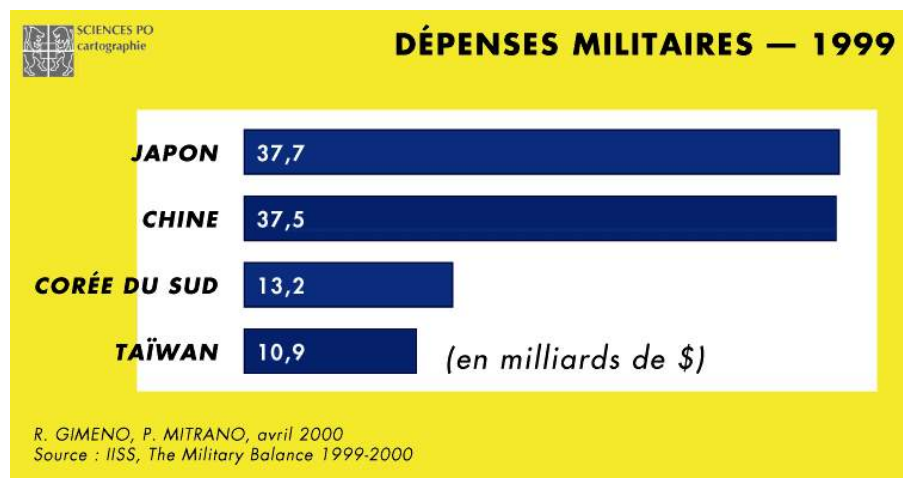
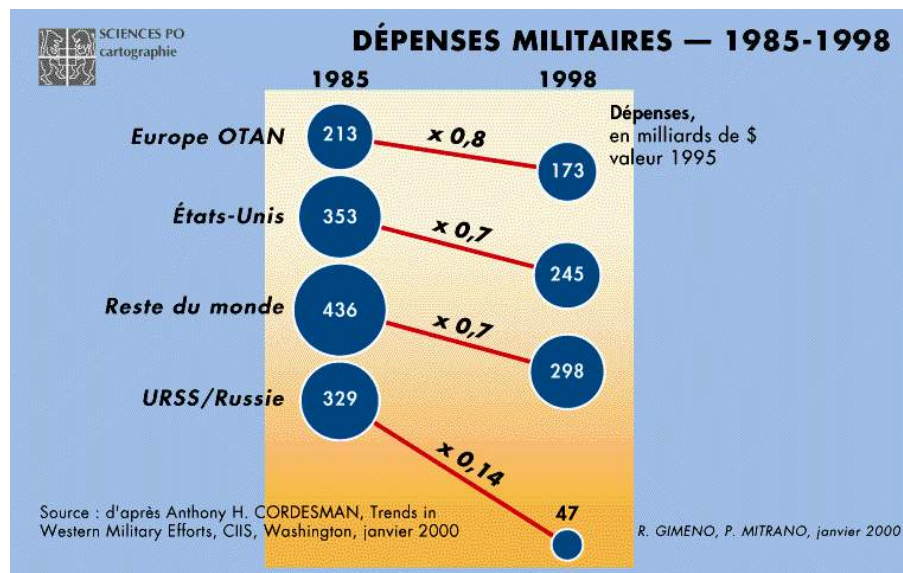
à une région russe vide d'hommes, s'oppose la vitalité chinoise. Les régions chinoises au contact de la frontière russe ne connaissent pas cependant de pression démographique



ANNEXE G

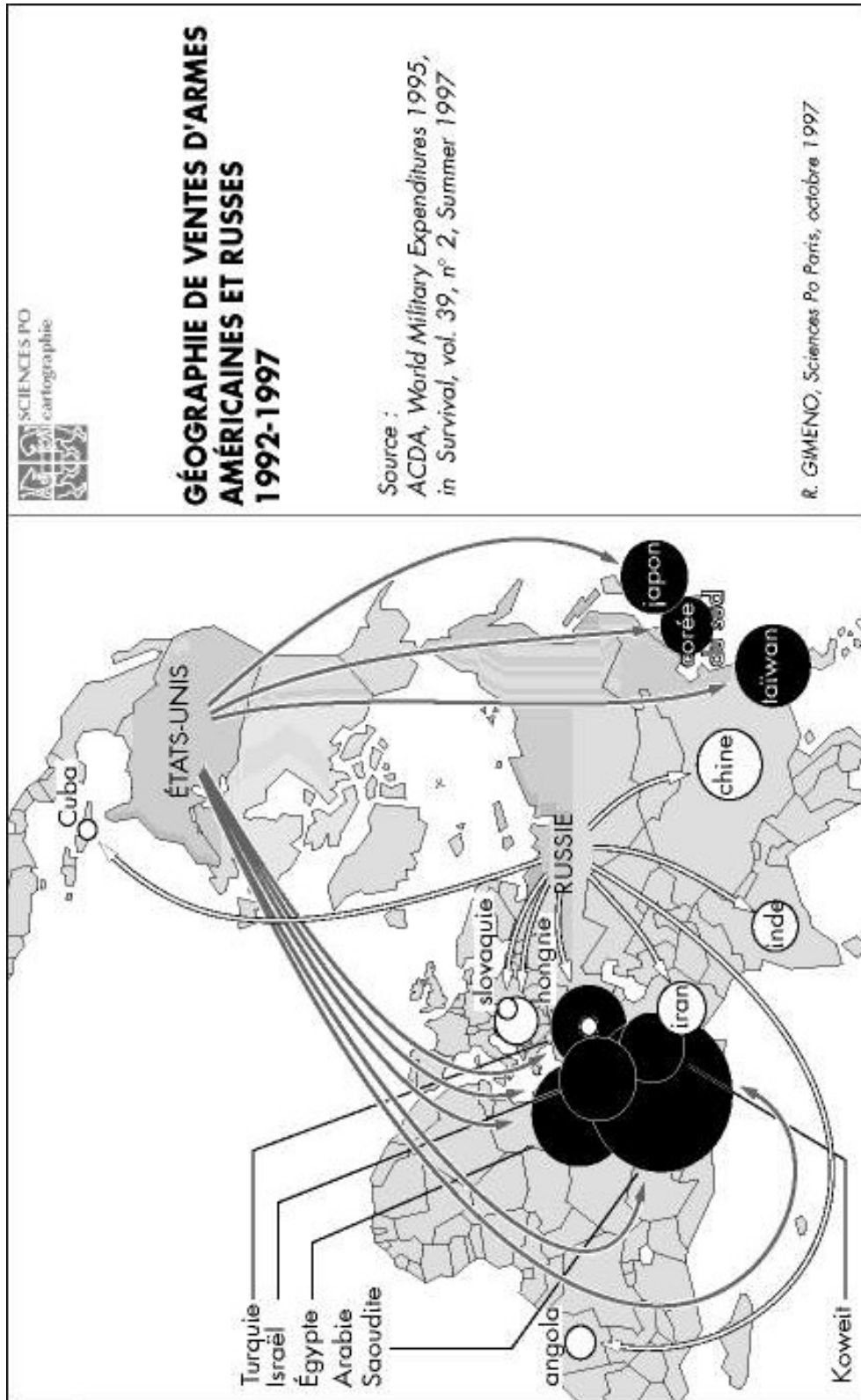
2.3.3 : démilitarisation et vente d'armes : une conjonction dangereuse

Le problème stratégique de la Russie : elle consacre de moins en moins de son budget à sa défense, à l'inverse de la Chine. C'est une chance à court terme pour l'industrie de défense russe, une menace à long terme.



ANNEXE H

Les ventes d'armes se sont fortement réduites, tant en volume qu'en nombre de destination. Seules l'Inde et la Chine apparaissent comme des débouchés solide sur cette carte, ce qui explique le parti pris des industries de défense, qui présentent les marchés chinois comme une question de survie.



Bibliographie

Livres :

- ANDERSON Jennifer, *The limits of Sino-Russian strategic partnership*, Adelphi papers, IISS, 1997.
- BETTATI Mario, *le conflit sino-soviétique*, Paris, Armand Colin, 1971, deux volumes.
- BOYER Yves et FACON Isabelle, dir., *la politique de sécurité de la Russie*, FRS, Paris, 2000.
- DUFOUR Jean-François, *géopolitique de la Chine*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1999.
- DUROSELLE Jean-Baptiste, *histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, X^e éd., 1990.
- FEJTO François, *Chine-URSS, de l'alliance au conflit*, Paris, Seuil, 1978.
- HERVOUET Gérard, *Asie – Pacifique, : les nouveaux espaces de coopération et de conflit*, Québec, Presses de l'Université de Laval, 1991.
- JOYAUX François, *la tentation impériale : politique extérieure de la Chine depuis 1949*, Paris, Imprimerie Nationale, 1994.
- KOSINSKI Françoise, *la vision chinoise des relations sino-soviétiques*, les nouveaux mondes, automne 1993.
- LARAN Michel et VAN REGEMORTER Jean-Louis, *la Russie et l'ex-URSS de 1914 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1996.
- LEVESQUE Jacques, *L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1980
- LOW A., *the sino-soviet dispute, an analysis of the polemics*, Londres, Rutherford, 1976
- GARNETT Sherman W., ed., *Rapprochement or rivalry ?, Russia – China relations in a changing Asia*, New York, Carnegie Endowment for international Peace, 2000.
- MALIA Martin, *la tragédie soviétique*, Paris, Seuil, 1995.
- PAINE S.C.M., *Imperial rivals : China, Russia and their disputed frontier*, New-York, 1996.
- SEGAL Gérald, *le dialogue Moscou – Pékin depuis Mao*, Paris, Ed. Bosquet, 1987.
- TRENINE, Dmitri, *Russia's China Problem*, 1999
- WILMOTS André, *la Chine dans le monde : les conflits et les différends, le contexte et les moyens*, Paris, L'Harmattan, 1998.

Articles :

ACHCAR Gilbert, *the strategic triad : The United States, Russia and China*, New Left Review, n°228, mars-avril 1998, p. 91-126.

ADLER Alexandre, *La crise russe : situation politique et stratégique*, Défense Nationale, juillet 1999.

AMIROV Vyacheslav, *Russia in the Asia - Pacific area*,
<http://projects.sipri.se/Russia/index.html> , novembre 2000

BLANK Stephen, *Is there a future for Russian relations with southeast Asia*, Spring, Summer 1999, Vol. XIII n°1.

BLANK Stephen, *which way for Sino-Russian relations ?*, Orbis, n°3, été 1998.

BRAITHWAITE Rodric, *la Russie, pays européen*, Politique étrangère, 2/1999.

CHANG, Felix K., *The Russian Far east endless winter*, Orbis, 1999.

CHUFRIN Gennadi, *The Asia - Pacific region in Russia's foreign policy*,
<http://projects.sipri.se/Russia/index.html>, décembre 2000

DOMENACH Jean-Luc, *la longue marche du communisme chinois*, L'Histoire n°223, Juillet-Août 1998.

GODRON A., *le bassin de l'Amour : une nouvelle zone de coopération*, Le courrier des pays de l'Est, 1996 janvier - février N°406 P.65-72

HELLER M., *la Russie entre Chine et Occident*, Nouveaux Mondes (Genève), été 1994, p. 127-154

IVANOV IGOR, *La Russie et l'Asie - Pacifique*, Politique étrangère, été 1999.

JOYAUX François, *La chine dans le monde ou le rêve d'un magister asiatique*, Géopolitique, octobre 1999, n°67

KHIREEV, *Partenariat stratégique et frontière stable*, Far eastern affairs, n°4, 1997.

MENON Rajan, *the strategic convergence between Russia and China*, Survival, Été 1997, Vol. 34 p. 101-127.

MII Mitsuo, *Russian - Chinese relations and arms exports*,
<http://projects.sipri.se/Russia/index.html> , novembre 2000

MOREAU-DESFARGES Philippe, *La Russie, un Etat comme les autres ?*, Défense Nationale, Août-Septembre 1996.

NIQUET Valérie, *Chine-Russie : quel partenariat stratégique ?*, La revue internationale et stratégique, n°38, été 2000.

PINEYE Daniel, *l'isolement de la Russie dans l'Asie-Pacifique*, Economie Internationale

(revue du CEPII), n°54, 1^{er} trimestre 1994.

ROBERTS brad, MANNING Robert A., MONTAPERTO Ronald, *China : the forgotten nuclear power*, Foreign affairs, juillet-Aout 2000

TSYGANOV Yuri, *Russia and China : what is in the pipeline ?*,

<http://projects.sipri.se/Russia/index.html> décembre 2000

TSYGANOV Yuri, *The general framework of the Sino – Russian relation*,

www.cerc.unimelb.edu.au/bulletin, juin 1998.

TSYGANOV Yuri, *The Kosovo war : a new impetus for a Sino – Russian relation alliance*,

www.cerc.unimelb.edu.au/bulletin, mai 1999.

YU Bin, *Putin's ostpolitik and sino - russian relations*, Pacific Forum CSIS,

www.csis.org/pacfor/cc/003Qchina-rus.html, janvier 2001

Articles dédiés :

Année Stratégique 2000 : Sophie Bougainville.

L'Etat du Monde 2001 : Stéphanie Lautard-Balme et Regine Serra